

DEMANDE DE FINANCEMENT DE PROJET DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIETE

NOM DU PROJET: TOUS CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE AU BURKINA FASO, NOUS Y GAGNERONS

MONTANT DEMANDÉ : 1,000,000 euros

DURÉE : 18 mois

DATE D'INTRODUCTION : 8 SEPTEMBRE 2020

1. Organisation

- nom complet: Plan International Belgique
- abréviation: Plan Belgique
- statut juridique: Association Sans But Lucratif.
- adresse officielle: Galerie Ravenstein 3B5 – 1000 Bruxelles
- adresse pour la correspondance (si différente de l'adresse officielle): N/A
- représentante (nom et fonction): Heidy Rombouts, National Director
- site Internet: www.planinternational.be
- personne de contact: François Defourny, <francois.defourny@planinternational.be>
- téléphone: +32 497 382638

2. Données bancaires

- nom de la banque: BNP Paribas Fortis
- adresse de la banque: Generaal Meiserplein 9, 1030 Schaarbeek, Belgium
- numéro de compte / IBAN (UE): BE86 2900 2855 0050
- titulaire: Plan International Belgique VZW
- BIC / SWIFT: GEBABEBB
- référence à indiquer lors des paiements: BFA100-SGBVCOVID

3. Motivation (Pertinence)

Contexte : Le Burkina Faso vit la crise la plus complexe de son histoire, caractérisée par une insécurité grandissante surtout dans les zones frontalières avec le Niger et le Mali, des déplacements forcés de populations totalisant jusqu'à 1,013,234 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 8/8/2020, dont plus de la moitié est sans domicile ou n'a pas accès à un abri adéquat, d'après le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), organe du Ministère en charge de l'action Humanitaire au Burkina Faso. Cette situation exerce une pression accrue sur les ressources déjà épuisées des communautés d'accueil, entraînant une insécurité alimentaire et nutritionnelle importante, des tensions intercommunautaires, et l'érosion de la cohésion sociale. L'apparition de la Covid-19 (C19) en mars 2020 dans le pays a contribué à aggraver cette situation déjà préoccupante avec son corollaire de mesures restrictives dont : (i) l'interdiction de regroupements de plus de 50 personnes (ii) la fermeture des écoles, des marchés, des lieux de culte et autres espaces recevant du grand public (iii) la suspension des transports inter - urbains (iv) et le couvre-feu. Alors que certaines mesures ont été progressivement levées, les écoles restent fermées, le port du masque obligatoire et les regroupements de plus de 50 personnes, interdits. Au 26/08/2020, 1,357 cas (470 femmes, 887 hommes) et 55 décès liés au C19 sont recensés. Les mesures restrictives imposent de nouveaux modes de vie et d'adaptation chez des populations déjà affectées par une crise humanitaire, de déplacements et sécuritaire complexe.

Exposé du problème : L'analyse du sous-cluster VBG, les données collectées auprès des personnes les plus vulnérables au Burkina Faso et l'expérience que Plan International (Plan) a de crises similaires, notamment Ebola, convergent pour indiquer des conséquences négatives sur la vie des filles et des femmes, notamment leur exposition accrue aux violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). Plus d'un million de femmes et de filles au Burkina Faso sont confrontées à une augmentation des VSBG et au non accès aux services sociaux de base en raison de la pandémie et du conflit, les deux se renforçant l'un l'autre. Par ailleurs, l'aggravation de la crise, la déscolarisation massive des filles, la perte des moyens de subsistance des ménages les contraignant à l'adoption de stratégies d'adaptation négative sont autant de facteurs qui contribuent à une augmentation de la violence domestique, l'exploitation, les abus sexuels, le

mariage et le trafic d'enfants. Cette situation a également fragilisé la situation économique des femmes et des filles, pourvoyeuses des familles et entraîne ainsi une limitation de l'accès des populations aux services essentiels tels que la protection, les services liés aux droits et à la santé sexuels et reproductifs (DSSR), et la justice. L'étude *Les filles dans la crise - voix du Sahel* (juillet 2020) menée par Plan et UNFPA donne la parole aux filles sur leur vécu, craintes, peurs, besoins, capacités et ambitions. Malgré leur situation de précarité, elles souhaitent participer aux prises de décisions qui les concernent et être des actrices de changement. Par cette action proposée, Plan vise à répondre aux problèmes de protection et de VSBG qui touchent les populations vulnérables, en particulier les filles et les femmes PDI et membres des communautés hôtes des régions du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est du Burkina Faso. L'action présentée est alignée avec la stratégie du sous-cluster VBG, le Plan de réponse humanitaire (PRH) global C19, et de la stratégie de réponse globale et nationale de Plan au Burkina Faso. Elle se fonde sur une analyse du contexte prenant en compte les besoins spécifiques des filles et des femmes, et sur l'expérience de Plan Burkina Faso en matière de prise en charge (PEC) des cas de VSBG dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun.

Pertinence à la lumière des critères de l'appel à projets : Cette action vise à accompagner les communautés du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est dans leurs efforts de mitigation des effets de la C19 sur l'aggravation des problématiques de protection des filles et des femmes en matière d'exposition aux VSBG, déjà exacerbées par la crise humanitaire que connaît le Burkina Faso. L'action proposée mettra ainsi l'accent sur la création d'un environnement sûr et protecteur favorisant l'accès à l'information et aux services et renforçant le leadership et la résilience des populations et des acteurs de première ligne. Considérant que les filles et les femmes sont rendues plus vulnérables mais que leur *empowerment* est nécessaire à un changement dans les pratiques et normes socio-culturelles néfastes à leur épanouissement et leur développement, l'action favorisera la participation active de ces dernières aux instances de prise de décision, leur autonomisation sociale et économique. L'action renforcera les prestataires de services et les mécanismes de référencement pour une prise en charge de qualité, accessible, non-stigmatisante, confidentielle, centrée sur les besoins et priorités des survivant-es. L'action s'intègre dans l'objectif de l'appel à projets, aux ODD (cibles 5.2 et 16.1), et assure des complémentarités avec les actions mises en œuvre dans la région Centre-Sahel, en suivant de près les objectifs du PRH et du sous-cluster VBG.

4. Objectifs (Efficacité)

Objectif général : Contribuer au renforcement de la protection des filles et des femmes face aux VSBG dans le contexte de la C19 dans les régions du Sahel, du Centre Nord et de l'Est du Burkina Faso.

Objectif spécifique (OS) : Promouvoir les capacités des filles, des femmes et de leurs communautés à mettre en place des environnements résilients exempts de VSBG, favorisant l'égalité des genres, et à assurer une prise en charge holistique et de qualité des survivant-es.

Groupes cibles (nombre et type):
Bénéficiaires directs : 7,680 membres des clubs et espaces amis des enfants et des jeunes (3,900 filles, 3,600 garçons, 94 jeunes F et 86 jeunes H), 2,905 jeunes femmes et 1,850 jeunes hommes (18-24) des communautés ciblées et 100 femmes.
Groupes cibles : 80 membres des cellules communautaires de protection (CCP) (41 F et 37H), 600 membres d'organisations de femmes, 96 leaders communautaires et religieux, 100 membres d'organisations communautaires de base (OCB) (52 F et 48 H), 240 membres du personnel éducatif, y compris les enseignant-es (94F et 146H), 800 membres des comités de gestion scolaire, associations des mères éducatrices (AME), associations de parents d'élèves (366F et 434H), 12 membres du personnel des CSPS (10F et 2H), 30 des tribunaux pour enfants (12F et 18H), 50 gendarmes et policier-es (5F et 45H), 300 élu-es des communes ciblées (156F et 144H), 30 points focaux pour l'appui psychosocial (15F et 15H) ; 3,103 auditrices et 2,027 auditeurs des programmes radio.

	Enfants Adolescent-es (0-17)		Jeunes (18-24)		Adultes de plus de 25	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Bénéficiaires directs	3,900	3,600	2,905	1,850	100	-

5. Activités et stratégies (Efficience)

Stratégies développées (theory of change): L'action proposée s'inscrit dans la théorie du changement globale de Plan International en matière de protection contre toutes les formes de violences, notamment les VSBG. Trois stratégies complémentaires interdépendantes pour réaliser l'objectif de renforcer la protection des jeunes, notamment des adolescentes et des jeunes femmes de toutes les formes de violence

et d'abus, seront mises en œuvre. (i) le travail sur les normes et les pratiques néfastes à l'égard des enfants et des adolescent-es, notamment les filles. Il s'agit d'appuyer les parents et tuteurs à adopter des pratiques parentales positives, promouvant l'égalité de genres et rejetant le recours à la violence ; de créer des espaces sûrs et collaboratifs pour que les jeunes, en particulier les filles et adolescent-es, puissent élargir leurs choix, mener une réflexion critique et mener des actions de lutte contre les causes profondes des inégalités et des violences ; contribuer à transformer les relations de pouvoir inégalitaires au sein des communautés (à travers des dialogues communautaires, des personnes rôles-modèles, l'implication de leaders communautaires et religieux, la promotion d'environnements protecteurs et exempts de violences). (ii) Le renforcement des ressources et les filets de sécurité, à travers notamment : le renforcement de capacités des mécanismes communautaires de protection pour fournir des services qui soient sensibles à l'âge et au genre, la mise en œuvre de programmes de renforcement économique des femmes, l'appui à des organisations de la société civile engagées sur ces thématiques. (iii) L'amélioration des lois, politiques, systèmes et services, à travers notamment : l'appui à tous les prestataires et services engagés sur ces thématiques, pour qu'ils fournissent des services sensibles à l'âge et au genre, inclusifs, de qualité, confidentiels, non-stigmatisants, et l'appui à une meilleure coordination entre les différents acteurs, systèmes d'information, groupes de travail. Ces stratégies seront adaptées aux contraintes liées à la C19, notamment par l'intégration systématique, dans les messages clés de protection disséminés, d'information sur la C19 (transmission, prévention, référencement des cas, non-stigmatisation et non-exclusion des personnes affectées, prise en charge psychosociale des personnes affectées et des communautés, conséquences indirectes des mesures de confinement).

Activités prévues: Résultat 1 : R1A1 : Analyse des besoins et des contraintes des populations en matière de VSBG. Plan et ses deux partenaires, l'ONG Mwangaza Action et l'Association pour le développement communautaire et la promotion des droits de l'enfant (ADC/PDE) mèneront une analyse approfondie des besoins concernant les vulnérabilités en fonction du genre, du handicap et de l'âge dans les communautés ciblées. Cette analyse comprendra un mapping des risques de VSBG, un mapping des services disponibles avec une attention spécifique à la qualité de ces services fournis et de leur accessibilité, et un *safety audit* (mené exclusivement par les adolescentes et femmes de la communauté). Ces analyses seront menées conjointement avec les CCPs, organisation de femmes, OCBs et les clubs de jeunes, afin de promouvoir une appropriation de l'action par les principales parties prenantes, et d'assurer une représentation forte des voix des jeunes, notamment des adolescentes et des jeunes femmes, sur les problématiques qui les concernent en premier lieu. **R1A2 : Mise en place de plans d'action communautaires engageant les leaders, les CCPs et les clubs de jeunes pour la promotion d'un environnement protecteur et exempt de VSBG**, dans le respect strict des mesures barrières, sur la base du mapping et du *safety audit* mené en R1A1. Ce plan d'action sera développé sur une durée de 6 mois puis mis à jour deux fois pendant la durée du projet, sur la base de bonnes pratiques issues de projets similaires. Les clubs de jeunes mettront en place leur propre plan d'action sur la base des cartographies ci-dessus. **R1A3 : Promotion de dialogues intergénérationnels** au sein des communautés. D'une part, les filles et les femmes seront engagées dans des dialogues intergénérationnels sur la compréhension des barrières spécifiques qu'elles rencontrent et qui sont l'expression des inégalités de genres, des VSBG et d'accès contraint à des services de DSSR. Ces espaces de dialogues seront propices à la communication et le partage d'expérience intergénérationnel. D'autre part, Plan et ses partenaires développeront et mettront en œuvre un curriculum spécifique pour les garçons, adolescents, jeunes hommes et hommes pour une implication accrue de ces groupes cibles comme alliés contre les VSBG, promouvant des normes sociales favorables et un environnement exempt de VSBG. Le point de départ sera un questionnement des rôles et stéréotypes de genres (concernant la place des hommes, la paternité, les pratiques parentales positives engageant les pères). Les espaces de discussion pour l'engagement des garçons et des adolescents seront adaptés aux activités de Champions of Change de Plan. Les activités seront ensuite développées à partir des *one stop centers*, à travers le plaidoyer et l'éducation par les pairs, dans le respect strict des mesures barrières. **R1A4 : La mise en place d'un programme de sensibilisation communautaire sensible au genre** à travers les médias locaux, l'art (théâtre, slam, dessin, chants), les affiches dessinées avec les filles et les femmes de la communauté et les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp) notamment l'initiative globale de Plan "Girls Out Loud", qui crée des espaces de discussion sûrs pour les adolescentes et les jeunes. Ces activités seront mises en place à

travers les clubs de jeunes et adolescents sur la base de leurs plans d'action et en synergie avec d'autres projets similaires mis en œuvre par Plan Burkina Faso.

Résultat 2 : R2A1 : Mise en place et / ou renforcement des mécanismes communautaires d'identification et de référencement, conformément aux critères du Sous-Cluster VBG, à savoir : les CCPs, les organisations de femmes, les OCBs, les structures communautaires en lien avec les établissements scolaires. Elles seront renforcées par Plan pour identifier et référer les cas vers le circuit prédéfini par les différents acteurs. Le renforcement de capacités comprendra : identification des catégories de VSBG, identification des cas, premiers secours psychosocial, cadres juridiques de protection, informations sur les services de protection et prise en charge VBG de la zone, fonctionnement du Numéro Vert, confidentialité et *safeguarding*. Ils seront également dotés en unités téléphoniques pour contacter les agents de l'Action Sociale. En outre, Plan et ses partenaires appuieront des points focaux de ces mécanismes communautaires et seront en contact fréquent avec ces personnes pour les appuyer dans les référencement plus complexes. **R2A2 : Renforcement des capacités des acteurs de première ligne – OCB, CSPS, tribunaux pour enfants, gendarmerie, police, municipalités, soutien psychologique – sur la réponse aux VSBG liées à la C19.** Parmi les acteurs de première ligne listés les OCBs ont des attitudes positives vis-à-vis de la réponse VSBG, mais ne disposent pas toujours d'informations suffisantes et complètes concernant le cadre législatif, les obligations des structures étatiques et judiciaires, le secret professionnel pour la prise en charge médicale. Les autres acteurs – CSPS, tribunaux, gendarmerie, police, municipalités – disposent déjà d'informations suffisantes et complètes dans le cadre de leur mandat, et du cadre législatif encadrant les violences et leur poursuite judiciaire, mais ne disposent pas toujours d'attitudes positives vis-à-vis des principes de réponse, notamment autour du principe de la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, des approches centrées autour des survivant-es qui soient non-stigmatisantes, compassionnelles et exemptes de préjugés concernant la responsabilité des survivant-es. Plan les ciblera donc avec des renforcements de capacités concernant ces besoins en collaboration avec l'Action Sociale qui est le lead du circuit de référencement. Les structures d'Action Sociale seront renforcées à travers le projet *via* des dotations matérielles (équipements informatiques) pour contribuer à la mise en place du système d'information VBG. **R2A3 : Appui à l'autonomisation économique de 400 femmes et des filles survivantes et à risque de VSBG** à travers la formation et la distribution de transferts monétaires pour entreprendre des activités génératrices de revenus (AGR) à gain rapide, selon des critères d'identification sûrs et non-stigmatisants, afin d'assurer le respect du *Do No Harm*. Parmi les adolescentes et les jeunes femmes dans la zone d'intervention, en partenariat avec le Ministère de la Jeunesse, 250 survivantes et jeunes femmes à risque seront référencés auprès des services techniques pour une évaluation qui permettra de déterminer leurs domaines de compétence, définir leurs besoins et les intégrer dans un programme de formation, les soutenir dans le développement d'un *business plan* et les doter d'un kit de démarrage d'AGR. Le programme comprendra également une formation adaptée comprenant des compétences en *financial literacy*, compétences non-cognitives et compétences techniques. Parmi les femmes vulnérables identifiées ayant déjà une occupation économique, Plan dotera 100 bénéficiaires d'un transfert monétaire ou d'un kit de biens non-alimentaires, selon leurs préférences et adapté à leurs besoins, à l'issue d'une analyse des risques et des bénéfices associés à des transferts monétaires à destination de femmes vulnérables au sein de leurs familles. Ce transfert monétaire inconditionnel pourra ainsi répondre à plusieurs objectifs d'émancipation sociale ou d'autonomisation économique (Standard 11 des Normes Minimales). **R2A4 : Formation des animatrices et volontaires communautaires pour le soutien psychosocial, l'identification, et le référencement, la promotion des DSSR, aux *life skills* et à la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) au sein des espaces sûrs pour les filles et les femmes.** Plan et ses partenaires formeront des binômes d'animateurs et animatrices, à raison d'un binôme par espace (1 espace est constitué de plusieurs sites) et 2 espaces par commune, soit 24 animateurs et animatrices au total. Les formations se dérouleront en 3 sessions qui couvriront les modules décrits ci-dessus. **R2A5 : Organisation de groupes de discussion et d'ateliers mobiles: cette activité sera mise en œuvre dans les 12 espaces mobiles** . Dans ces communautés, des kits de matériels seront distribués et gérés au niveau communautaire, puis utilisés lors des visites des binômes. Cette approche mobile se base sur une analyse des bonnes pratiques de la réponse C19 puisqu'elle permet de respecter plus facilement les mesures barrières liées à la prévention C19 en évitant les réunions de personnes dans les espaces statiques. Les curricula existent déjà dans un objectif d'émancipation des femmes, la GHM, en lien avec le Ministère de

la jeunesse et les acteurs clés de la protection de l'enfance et VSBG. Plan dotera également les communes d'intervention en dispositifs de lavages de mains. Plan dotera les adolescentes et jeunes femmes de 2,357 kits de GHM. R2A6 : Renforcement des capacités et soutien aux initiatives des clubs de jeunes et d'enfants, notamment de filles et de femmes, dans la lutte contre les VSBG. Les clubs de jeunes, les clubs d'enfants, organisations de filles recevront des séances de formation en cascade sur les VSBG (informations sur leurs causes, les formes de VSBG et comment elles affectent le tissu social) et les mesures de prévention des VSBG, ainsi que la prévention de la C19 ; Plan proposera des formations initiales avec des représentant-es de ces structures, ensuite répliquées au sein des clubs avec l'appui de Plan, afin d'encourager l'appropriation par ces structures et de favoriser la durabilité de ces approches. Des séances de sensibilisation par les pairs seront ensuite organisées dans les communautés par les clubs à destination des populations vulnérables, dans un but de sensibilisation sur les VSBG, la prévention C19, tout en dotant les jeunes de capacités de changement au sein des communautés et de les valoriser comme des acteurs et actrices du changement.

Résultat 3 : R3A1 : Soutien au renforcement des capacités des structures de prise en charge des VSBG – one-stop centers (formation et soutien continu), à l'équipement, l'appui au monitoring et la gestion des cas. Pour garantir le respect des procédures de réponse aux cas de VSBG, le projet favorisera le renforcement de capacités auprès des structures de prise en charge intégrées (prise en charge médicale, psychosociale). Les circuits de référencement des survivant-es ont pour objectif principal de proposer des services de qualité tout en respectant les volontés des survivant-es. Le référencement n'est pas automatique ni forcé, puisqu'il doit prendre en compte les risques liés au référencement lui-même et les survivant-es prennent ainsi les décisions concernant leur référencement en prenant en compte ces risques (stigmatisation au sein de la communauté, disponibilité d'un espace ou d'un abri sûr). Une évaluation sera réalisée par une équipe qualifiée (un médecin et un ingénieur en bâtiment) en collaboration avec le personnel de chaque structure pour déterminer les besoins en équipement, en réhabilitation, en formation. Un montant forfaitaire sera alloué à chaque structure pour couvrir les besoins sur base des résultats de l'évaluation. R3A2 : Prise en charge des survivant-es. Pour les cas où une prise en charge hors de la communauté est nécessaire, Plan dotera directement 50 survivant-es et leur accompagnateur-ice d'un montant standard selon les lignes directrices du sous-cluster VBG, approuvé par le case-manager pour couvrir leurs besoins (transport, couverture des soins, nourriture et boisson), sur la base de la validation du formulaire de référencement et de contre-référencement par les services de l'Action Sociale pour chaque victime. Une séance de formation au profit du personnel des centres sera organisée dans chaque région pour répondre à leurs besoins en renforcements de capacité. R3A3 : Appui à la gestion du numéro vert pour la dénonciation, les alertes et le secours aux survivant-es. Des activités de sensibilisation sur l'utilisation du numéro vert seront intégrées dans les plans d'action des CCPs pour favoriser l'éducation et la sensibilisation des membres des communautés ciblées sur l'utilisation de cet outil de prévention et de réponse. La diffusion de messages radio dans les différentes communes sera prise en charge à cet effet ainsi qu'un montant forfaitaire pour les frais de coordination et le fonctionnement. R3A4 : Mise à disposition de 240 kits PEP et formation de 18 personnes des structures de santé spécialisées dans la prise en charge des cas. Plan dotera les *one-stop centers* en kits PEP pour répondre aux besoins de prise en charge à temps et de qualité des survivant-es et appuiera les autorités sanitaires pour organiser des séances de formation et recyclage du personnel des centres sur l'utilisation des kits.

Calendrier:

	T1	T2	T3	T4	T5	T6
R1A1						
R1A2						
R1A3						
R1A4						
R2A1						
R2A2						
R2A3						

	T1	T2	T3	T4	T5	T6
R2A4						
R2A5						
R2A6						
R3A1						
R3A2						
R3A3						
R3A4						

Capacité organisationnelle: Résultats antérieurs et enseignements tirés (dans le cadre des projets/programmes en cours): Plan met en œuvre des projets de prévention et de réponse VSBG depuis le début de la crise humanitaire au Burkina Faso, et des projets de lutte contre les mariages précoces, d'enfants et forcés, les mutilations génitales féminines et l'émancipation des filles et des adolescentes. Dans le cadre du plan de réponse C19, [Plan a adapté ses programmes dès mars 2020](#), puis réalisé une étude de cas sur cette stratégie d'adaptation programmatique des projets de protection de l'enfance à la pandémie de C19 en août 2020 dont la finalisation est en cours. Les succès clés identifiés dans l'adaptation des projets depuis mars 2020 comprennent : l'adoption d'une approche mobile complémentaire des méthodologies statiques, adaptées aux mesures de distanciation physique, le renforcement des approches communautaires (tant pour la prévention des violences, notamment VBG, que pour la prévention des risques de contamination du C19) ; la pertinence des renforcements de capacité au niveau communautaire, y compris avec les enfants et les jeunes ; la pertinence des distributions de transfert monétaire et de *vouchers*. L'étude de cas indique cependant des défis qui seront pris en compte dans le présent projet : le respect des mesures barrières, notamment les regroupements limités, sont un facteur limitant pour les formations et les sensibilisations communautaires, l'inaccessibilité de certains services sociaux de base qui ont ralenti le rythme des activités (y compris les guichets de retrait de fonds).

Poursuite d'activités sur lesquelles l'organisation est actuellement active : Trois aspects confirment la continuité de l'action proposée avec les activités mises en œuvre actuellement par Plan. (1) L'action proposée suivra les *orientations du plan de réponse de Plan Burkina Faso* selon 4 piliers stratégiques, à savoir (i) la disponibilité de ressources pour soutenir les activités visant à protéger les enfants de la violence; (ii) le renforcement des capacités des partenaires et des acteurs communautaires pour s'assurer qu'ils disposent des ressources et de l'équipement nécessaires pour prévenir et répondre aux besoins de manière locale et durable; (iii) les approches innovantes pour sensibiliser et mettre en œuvre des programmes de protection de l'enfance et de prévention des VSBG en apportant une réponse holistique, y compris un soutien psychosocial aux survivant-es de VSBG et en référant vers des services appropriés pour la prise en charge médicale et juridique; (iv) une réponse intersectorielle comprenant des structures gouvernementales pour garantir que les besoins reçoivent une réponse globale, efficace et intégrée. (2) L'action proposée *consolidera les acquis des autres projets clôturés ou en cours* se basant sur les apprentissages documentés au cours de leur mise en œuvre. Elle répondra à la capacité limitée de la réponse en matière de SGBV et protection de l'enfance avec une attention soutenue à la prévention de la pandémie de C19 notamment dans les communautés d'accueil des PDI. La recherche d'une collaboration effective entre les différents projets en cours sera priorisée pour permettre aux populations vulnérables incluant les filles et les femmes de bénéficier d'une réponse intégrée (exemple de synergies : projet de construction d'abris au bénéfice des PDI dans la région de l'Est sous financement du HCR). L'action assurera la continuité dans l'offre de services de soutien psychosocial notamment dans la région du centre Nord où d'autres interventions (exemple : [provision de services de protection sous financement Dutch Relief Alliance](#)) sont en phase de clôture. (3) Enfin, les activités proposées s'appuient sur *l'expertise de Plan Burkina Faso en matière de protection notamment contre les VSBG, défense des droits des enfants et notamment des filles* (lutte contre les MGF, contre les mariages précoces, d'enfants et forcés, réduction des obstacles pour l'accès aux services de DSSR, élimination des transmissions du VIH de la mère à l'enfant, promotion sociale et planification familiale).

6. **Partenaires** (Synergie et complémentarité)

Partenaires et leur valeur ajoutée: Dans le cadre de programmes financés par des bailleurs institutionnels au Burkina Faso, Plan Belgique travaille avec (i) **Plan Burkina Faso** qui opère depuis 1976 dans le pays, mettant en œuvre des projets humanitaires, de nexus et de développement, et qui compte environ 170 employé-es qualifié-es, constituant une équipe multidisciplinaire de haut niveau, notamment dans les domaines du genre, des DSSR, les VBG, de l'éducation, de la santé, de l'eau/assainissement et de l'autonomisation économique des ménages. Plan Burkina dispose de 9 bureaux de terrain, dont ceux de Fada, Kaya, Kongoussi et Dori à partir desquels l'action proposée sera mise en œuvre. Plan gère un portefeuille de projets de 15,183,643€ pour l'année fiscale 2020. Plan travaille actuellement avec une vingtaine de partenaires de mise en œuvre locaux. Plan est membre actif ou co-lead de plusieurs groupes de travail, notamment les Education, Protection de l'enfance, VBG, Santé et

Education. Plan est également membre du CORUS - *Health Emergency Response Operations Center* (C19 *Response Coordination Body*). Dans le cadre de la réponse Plan collabore également avec les ministères gouvernementaux en charge de la santé, de l'éducation, de la protection, de WASH, du genre, de la jeunesse. La valeur ajoutée de ce partenariat réside dans la complémentarité de l'expertise technique de Plan Belgique en matière de VSBG, protection de l'enfance et de son expérience en termes de mise en œuvre de projets C19 depuis mars 2020, d'une part, et d'autre part, de l'ancrage communautaire, de la connaissance des problématiques liées aux VSBG et à l'égalité de genres, de la confiance établie entre Plan Burkina Faso et les communautés ciblées, de l'expertise de Plan Burkina Faso en matière de VSBG, protection de l'enfance et de la complémentarité de ces actions avec les réponses humanitaires et de développement. Dans le cadre de cette action, Plan collaborera avec deux ONG locales comme partenaires. (ii) **Mwangaza Action** est une organisation de droit Burkinabè, à vocation sous-régionale et internationale, spécialisée en mobilisation sociale et participation communautaire. Elle a été créée en novembre 1995 et reconnue officiellement en février 1996. Elle couvre tout le territoire national par ses activités. Mwangaza Action totalise plus de 20 ans d'expérience en matière d'élaboration, planification et exécution des programmes et projets de développement dans divers domaines tels que les MGF, les droits humains, les VBG, la protection de l'enfance (mariage précoces, d'enfants et forcés) ; la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescent-es et planification familiale, la santé maternelle et néonatale (santé-nutrition, survie de l'enfant, pratiques familiales essentielles) et les IST et VIH/SIDA (interventions pour le changement de comportement). (iii) **L'Association pour le développement communautaire et la promotion des droits de l'enfant (ADC/PDE)** est une structure associative de développement communautaire à but non lucratif regroupant agissant dans le domaine du développement communautaire, créée en 2006. Elle est apolitique et sans appartenance religieuse. ADC/PDE a une envergure nationale mais est basée à Kaya. Une évaluation des capacités des associations sélectionnées a été réalisée par Plan Burkina Faso pour déterminer les capacités des partenaires et rédiger un plan de renforcement de capacités en lien avec leurs lacunes. À l'issue de la signature des conventions avec ces partenaires Plan Burkina Faso validera avec elles leurs objectifs de développement opérationnel sur une base annuelle et elles seront évaluées sur des périodes régulières pour mesurer leur progression par rapport aux objectifs.

Synergies et complémentarités avec d'autres interventions: Au Burkina Faso, Plan est actif dans la réponse au Centre-Nord, Sahel et Est depuis janvier 2019. En matière de protection, Plan compte sur des capacités techniques renforcées par la mise en œuvre de projets clôturés (Start Fund, SIDA, Irish Aid, DREF, Norwegian Ministry of Foreign Affairs) et assurera une expansion de la couverture géographique de sa réponse déjà mise en œuvre sur des financements de la Dutch Relief Alliance, Danmarks Indsamling. Plan assurera également des synergies avec les projets d'éducation en situation d'urgence mis en œuvre dans la zone (financés par l'AFD, UNICEF, *Education Cannot Wait*, DGD D5.1) à travers des identifications et référencements en milieu scolaire. En matière de sécurité alimentaire, sauvegarde des moyens de subsistance, abris, et emploi des jeunes, Plan assurera des synergies avec des projets financés par le Programme alimentaire mondial, le HCR et DANIDA. Globalement, Plan Belgique met en œuvre des actions de prévention et de réponse aux VSBG au Burkina Faso (Education, protection et cohésion sociale D5.1) et en Ouganda dans les camps de réfugiés sud-soudanais. Par ailleurs, Plan Belgique coordonne le design d'un package de formation en matière de prise en charge des enfants survivant-es de VSBG. Des complémentarités thématiques seront assurées entre ces outils de renforcement de capacités, l'expérience des projets en cours tant au Mali que dans d'autres pays. Enfin, Plan Belgique introduit également une demande de financement auprès de D5.2 pour des activités similaires au Mali, adaptées aux besoins et aux programmes complémentaires ; des synergies pourront être trouvées entre les équipes du projet à travers des ateliers d'échange de bonnes pratiques.

7. Impact et durabilité

Ce projet permettra à Plan de répondre aux besoins immédiats de protection des communautés tout en ayant un impact à plus long terme sur la prévention des VSBG et le renforcement de la résilience des communautés, en suivant une approche *nexus*. **Durabilité et impact au niveau communautaire** : les actions de Plan reposeront sur une stratégie de communication et de sensibilisation qui englobe la sensibilisation communautaire portée par les structures communautaires de protection (CCP, clubs de jeunes) et des leaders, qui s'avère efficace dans le domaine de la transformation des normes sociales. Par une influence

positive sur les normes sociales, un changement dans les attitudes et les pratiques à plus long terme est largement facilité. En formant les prestataires de services locaux, y compris dans les *one-stop centers*, le projet renforcera la capacité locale et la résilience des prestataires de services et des acteurs-clés du référencement à fournir des services de qualité. Le renforcement de capacités des partenaires de mise en œuvre contribue également à un changement durable. Durabilité et impact institutionnels : Plan travaillera en étroite collaboration avec les autorités locales, les prestataires de services et les services déconcentrés de Ministères, notamment le Ministère de la Jeunesse. Par conséquent, les approches développées auront le potentiel d'être adoptée de manière durable par ces partenaires institutionnels, d'influencer les plans d'action et d'assurer sur le long-terme des services accessibles et de qualité. Durabilité et impact en termes d'autonomisation économique : les femmes et les jeunes filles bénéficieront d'un soutien immédiat en matière de protection, par des dotations et des services, tout en ayant la possibilité de s'engager dans le démarrage d'AGR. Ce projet est aligné avec les lignes directrices des sous-clusters et groupes de travail appropriés ; par conséquent, des effets multiplicateurs sont attendus à travers l'approche commune des acteurs de la zone de mise en œuvre.

8. Visibilité du donateur

Tous les biens durables et les fournitures de bureau utilisés dans le cadre de ce projet seront marqués du logo de l'Ambassade de Belgique et / ou du logo commun à la coopération belge, selon le kit de visibilité de la Coopération belge au développement, sur accord préalable avec D5.2. En outre, le personnel du projet de Plan sera équipé de t-shirts et casquettes qui porteront les deux logos (Coopération belge et Plan). Du matériel de visibilité adéquat sera utilisé lors des activités (notamment les bannières pour les formations, les mobilisations sociales, les activités de sensibilisations). En outre, des activités de communication seront également déployées pour informer le grand public en Belgique du projet mis en œuvre. Lors de l'atelier de lancement du projet, des événements organisés, si le contexte sécuritaire l'autorise, le projet mettra en place une couverture médiatique au cours de laquelle la Coopération belge au développement sera visibilisée. Des *case studies* à destination du grand public seront développées sous la forme de blogposts ou d'histoires adaptées aux réseaux sociaux et au site Internet de Plan Belgique (40,000 *page-viewers* par mois), comptes Facebook, Instagram et Twitter (500,000 engagements par mois), *Hello Magazine* (aux personnes soutenant Plan Belgique, livrées à 32,000 lecteur-ices) et à travers le rapport annuel de Plan Belgique (40,000 lecteur-ices). Ces *case studies* mettront en évidence l'action de la Coopération belge au développement en réponse à la crise du COVID-19, axée sur les vulnérabilités spécifiques des adolescentes et des jeunes femmes par rapport aux risques et expériences de violences accrues pendant la pandémie.

9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)

Cadre logique (valeurs de base, résultats visés, indicateurs): cf. p.9

Proposition pour le suivi et l'évaluation : Les indicateurs seront dans la majeure partie des cas mesurés par des sources de vérification collectées, analysées et consolidées par une équipe dédiée au suivi-évaluation. Les outils standardisés du cadre global de suivi-évaluation de Plan International seront adaptés au cadre de ce projet. Concernant les indicateurs liés à la réponse de VSBG (Résultats 2 et 3), les données seront collectées par les *case-workers* et non par l'équipe de suivi-évaluation, respectant ainsi les normes minimales de prévention et réponse aux VBG en situation d'urgence. Les données sont en effet particulièrement sensibles (expérience de VSBG, accès à des services holistiques de qualité) et requièrent des compétences propres aux gestionnaires de cas (connaissance des processus de référencement, écoute active, formation aux premiers soins psychologiques, attention à la confidentialité des données). Les enquêtes de *baseline* et de *endline* seront menées en partenariat avec les spécialistes techniques SGBV et protection de l'enfance de Plan, et reposeront sur une enquête auprès d'un échantillon de la population cible en utilisant des outils quantitatifs et qualitatifs.

10. Budget détaillé axé sur les résultats (Efficience) – cf. p.10

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification
OS : Promouvoir les capacités des filles, des femmes et de leurs communautés à mettre en place des environnements résilients exempts de VSBG, favorisant l'égalité des genres, et à assurer une prise en charge holistique et de qualité des survivant-es.	% la population cible déclarant une capacité accrue dans la promotion de l'égalité de genres. Baseline : 0 - Cible : 70	Baseline – endline (échelles d'égalité de genres, e.g. GEM scale).
	% de la population cible déclarant disposer d'une capacité accrue dans la prévention et réponse aux différentes formes de violences basées sur le genre. Baseline : 0 - Cible : 70	Baseline – endline (capacité à qualifier les VSBG, connaissance des services disponibles, capacité à orienter une fille ou une femme de la communauté qui a subi des violences vers des services, ou à s'orienter soi-même).
R1: Les filles, les femmes, les garçons et les hommes et leurs structures s'engagent à adopter des attitudes et promouvoir des normes sociales favorables à la prévention des VSBG, à la promotion de l'égalité des genres et mettent en œuvre des actions transformatrices en matière de genre et de protection.	% des structures communautaires établies dans les communautés ciblées par le projet disposent d'une cartographie et d'un plan de mitigation des risques de protection approuvés par les autorités de l'action sociale. Baseline : 0 - Cible : 80	Rapport d'évaluation des risques incluant une analyse des contraintes en matière de VSBG préparée par les structures communautaires et validés par les autorités. Plans d'action et de mitigation des risques valides par les autorités
	% des leaders communautaires et traditionnels touchés qui témoignent d'une meilleure compréhension et affichent une attitude positive à l'égard de l'égalité entre les genres et la lutte contre les VSBG. Baseline : 0 - Cible : 70	Rapport de l'enquête de base sur les pratiques et croyances traditionnelles ; Rapports des séances de sensibilisations ; Témoignages des membres de la communauté
R2: Des mécanismes communautaires de prévention, d'alerte, de référencement et protection contre les VSBG sont mis en place et fonctionnels au niveau local avec une approche axée sur les survivant-es.	# de personnes/ acteurs communautaires et membres des comités communautaires de protection capables de prévenir les cas de VBG. Baseline : 0 - Cible : 104	Pré et post-tests, rapports d'activités et entretiens individuels
	% des filles et femmes vulnérables qui déclarent bénéficier d'un soutien de qualité (soutien psychosocial et services holistiques de référencement). Baseline : 0 - Cible : 80	Formulaires de référencement et de contre-référencement dûment signés ; Témoignages des membres de la communauté
	% de femmes et de filles à risque et survivantes de VSBG et de violence déclarant avoir les capacités psychosociales (<i>estime de soi et efficacité personnelle</i>) pour assurer leur épanouissement. Baseline : 0 - Cible : 90	Baseline – endline (échelles de mesure de <i>self-efficacy</i> et <i>agency</i> , et échelle de Rosenberg sur l'estime de soi)
R3 : Des services de prise en charge intégrée et multisectorielle (<i>one-stop centers</i>) sont mis en place et/ou renforcés et sont fonctionnels pour une prise en charge holistique, confidentielle, de qualité, non-stigmatisante, en s'appuyant sur des structures de coordination aux niveaux national et régional.	% de professionnel-les travaillant dans le processus de mise en place et/ou redynamisation des «one stop centers » formés aux méthodes de prévention, d'atténuation et de réponse aux VSBG. Baseline : 0 - Cible : 100	Rapports des activités de mise en place et/ou de de relance des structures
	% de survivant-es de VSBG déclarant avoir bénéficié d'une prise en charge de qualité, sécurisée, et respectueuse de leur dignité. Baseline : 0 - Cible : 70	Fiches de dotation des centres en PEP kits. Accord de collaboration entre les différentes structures
	% des membres de la population qui déclarent avoir reçu des informations claires et adaptées à l'âge sur les méthodes de référencement des cas de VSBG notamment le numéro vert. Baseline : 0 - Cible : 80	Rapport des enquêtes de vérifications.
<p>Risques : Les fermetures de frontières, les restrictions commerciales, les fluctuations des prix du carburant et des produits de base affectent la capacité des partenaires à contracter des fournisseurs de services et la livraison des fournitures de réponse est retardée en raison de la demande mondiale continue et des pénuries. Les restrictions de voyage entraînent une réponse ralentie des organisations humanitaires. Les réseaux de télécommunication sont affectés par les conditions météorologiques et privent Plan et les groupes cibles de moyens de communication. La couverture radio dans certaines zones reste faible. La fermeture des fournisseurs de services de base au niveau local affecte l'accès à ces services. Hypothèses : En général la situation sécuritaire reste stable et Plan continue à avoir un accès humanitaire aux bénéficiaires. Les gestes barrières sont appliqués par tout le staff et tous les groupes cibles. Les problèmes de sécurité (incluant ceux liés aux élections) ne limitent pas l'accès aux zones d'intervention. Le déplacement régulier des membres de la population incluant les PDI n'affecte pas la disponibilité des bénéficiaires pour la réalisation des enquêtes <i>baseline</i> et <i>endline</i>. Les communautés ciblées, y compris les leaders, sont disposées et capables de collaborer avec les acteurs du projet. Le personnel qualifié est disponible en nombre suffisant dans les communautés au sein des structures de prise en charge. Une coopération adéquate avec les autorités régionales et locales est maintenue pour favoriser la réorganisation des structures. Une forte collaboration entre le personnel des association partenaires, de Plan et le personnel des structures de santé, juridiques, gendarmerie et Action Sociale est maintenue.</p>		

Organisation Humanitaire: Plan International Belgique

Titre du projet: TOUS CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE AU BURKINA FASO, NOUS Y GAGNERONS

Période du projet: 18 mois (1/1/2021 - 30/6/2022)

Reference	Budget lines	Total cost (EUR)	R1 in Eur	R2 in Eur	R3 in Eur	AN1 in Eur	AN2 in Eur
A	Equipments	39,941.64	13,314	13,314	13,314	39,942	-
A1	Vehicle	35,063.27	11,688	11,688	11,688	35,063.27	-
A1.1	Vehicle 4x4 wagon station	35,063.27	11,688	11,688	11,688	35,063	-
A2	IT & communication material	4,878.37	1,626	1,626	1,626	4,878.37	-
A2.1	Ordinateurs	4,878.37	1,626	1,626	1,626	4,878	-
A3	Office equipment	-	-	-	-	-	-
B	Human Resources	342,702.34	114,234	114,234	114,234	228,468.22	114,234.11
B1	Local staff	327,503.66	109,167.89	109,167.89	109,167.89	218,335.77	109,167.89
B1.1	Programme Staff	273,085.56	91,029	91,029	91,029	182,057.04	91,028.52
B1.2	Support Staff	54,418.10	18,139	18,139	18,139	36,278.73	18,139.37
B2	Expatriates staff	15,198.68	5,066.23	5,066.23	5,066.23	10,132.45	5,066.23
B2.1	Programme Staff	15,198.68	5,066	5,066	5,066	10,132.45	5,066.23
C	Running Costs	42,808.85	14,270	14,270	14,270	19,334.06	23,474.79
C1	Running costs of vehicles	4,131.73	1,377	1,377	1,377	2,754.49	1,377.24
C1.1	Carburant pour missions du Chef de projet sur Dori et Kaya (12 missions)	1,920.86	640	640	640	1,280.57	640.29
C1.2	Carburant pour missions de l'équipe technique (8 missions)	686.39	229	229	229	458	229
C1.3	Assurance pour le véhicule	1,524.49	508	508	508	1,016	508
C2	Travel costs	4,960.00	1,653	1,653	1,653	2,480.00	2,480.00
C2.1	International travel costs	4,960.00	1,653.33	1,653.33	1,653.33	2,480.00	2,480.00
C3	Communication & visibility	3,109.96	1,037	1,037	1,037	2,581.47	528.49
C3.1	Communication material (banners, tshirts, etc.)	1,524.49	508	508	508	1,524	-
C3.2	Communication for project staff	1,585.47	528	528	528	1,057	528
C4	Buildings: rents and utilities	4,677.15	1,559	1,559	1,559	3,118.10	1,559.05
C4.1	Office rent	3,292.90	1,098	1,098	1,098	2,195	1,098
C4.2	Security equipment	1,384.25	461	461	461	923	461
C5	External services	25,930.00	8,643	8,643	8,643	8,400.00	17,530.00
C5.1	External Baseline study	8,400.00	2,800	2,800	2,800	8,400	-
C5.2	External final audit	6,860.00	2,287	2,287	2,287	-	6,860
C5.3	External final evaluation	10,670.00	3,557	3,557	3,557	-	10,670
D	Other activities transversal to all results	19,330.54	6,444	6,444	6,444	9,665.27	9,665.27
D1	Start-up Workshop (1 atelier par région)	9,665.27	3,222	3,222	3,222	9,665.27	-
D2	Closure Workshop (1 atelier par région)	9,665.27	3,222	3,222	3,222	-	9,665.27
R	Other operational costs / Activités	485,216.64	36,406	284,360	164,450	313,204.45	172,012.19
R1	Les filles, les femmes, les garçons et les hommes et leurs structures s'engagent à adopter des attitudes et promouvoir des normes sociales favorables à la prévention des VSBG, à la promotion de l'égalité des genres et mettent en œuvre des actions transformatrices en matière de de genre et de protection.	36,406.35	36,406	-	-	28,966.84	7,439.51
R1-A1	Analyse des besoins et des contraintes des populations en matière de VSBG	1,861.40	1,861	-	-	1,861.40	-
R1-A2	Mise en place de plans d'action communautaires engageant les leaders, les CCPs et les clubs de jeunes pour la promotion d'un environnement protecteur et exempt de VSBG	19,665.92	19,666	-	-	19,665.92	-
R1-A3	Promotion de dialogues intergénérationnels.	3,658.78	3,659	-	-	1,829.39	1,829.39
R1-A4	Mise en place d'un programme de sensibilisation communautaire sensible au genre	11,220.25	11,220	-	-	5,610.12	5,610.12
R2	Des mécanismes communautaires de prévention, d'alerte, de référencement et protection contre les VSBG sont mis en place et fonctionnels au niveau local avec une approche axée sur les survivant-es.	284,360.30	-	284,360	-	181,706.09	102,654.22
R2-A1	Mise en place et / ou renforcement des mécanismes communautaires d'identification et de référencement	21,495.31	-	21,495	-	21,495.31	-
R2-A2	Renforcement des capacités des acteurs de première ligne – OCB, CSPS, tribunaux pour enfants, gendarmerie, police, municipalités, soutien psychologique – sur la réponse aux VSBG liées à la C19	18,431.09	-	18,431	-	18,431.09	-
R2-A3	Appui à l'autonomisation économique de 400 femmes et des filles survivantes et à risque de VSBG	64,790.83	-	64,791	-	32,395.42	32,395.42
R2-A4	Formation des animatrices et volontaires communautaires pour le soutien psychosocial, l'identification, et le référencement, la promotion des DSSR, aux life skills et à la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) au sein des espaces sûrs pour les filles et les femmes	1,372.04	-	1,372	-	1,372.04	-
R2-A5	R2A5 : Formation des animatrices et volontaires communautaires des espaces sûrs pour les filles et les femmes, pour le soutien psychosocial, l'identification, et le référencement, la promotion des DSSR, les life skills et à la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM).	171,273.62	-	171,274	-	102,764.17	68,509.45
R2-A6	R2A6 : Renforcement des capacités et le soutien aux initiatives des organisations de jeunes et d'enfants, notamment de filles et de femmes, dans la lutte contre les VSBG.	6,997.41	-	6,997	-	5,248.06	1,749.35
R3	Des services de prise en charge intégrée et multisectorielle (one-stop centers) sont mis en place et/ou renforcés et sont fonctionnels pour une prise en charge holistique, confidentielle, de qualité, non-stigmatisante, en s'appuyant sur des structures de coordination aux niveaux national et régional.	164,449.99	-	-	164,450	102,531.53	61,918.46
R3-A1	Soutien au renforcement des capacités des structures de prise en charge des VSBG – one-stop centers (formation et soutien continu), à l'équipement, l'appui au monitoring et la gestion des cas	14,962.87	-	-	14,963	11,970.30	2,992.57
R3-A2	Prise en charge des survivant-es	136,452.73	-	-	136,453	81,871.64	54,581.09
R3-A3	Appui à la gestion du numéro vert pour la dénonciation, les alertes et le secours aux survivant-es	914.69	-	-	915	609.80	304.90
R3-A4	Mise à disposition de 240 kits PEP et formation de 18 personnes des structures de santé spécialisées dans la prise en charge des cas	12,119.70	-	-	12,120	8,079.80	4,039.90
	Total directs costs	930,000.00	184,667	432,621	312,711	610,614	319,386
	Indirect costs	70,000.00					
	Total eligible costs	1,000,000.00					

Annexe 1 : Statuts de l'organisation



Votre lettre du 29 septembre 2006
Nos références D 3.1/mph/Cl. D/2006/48.085 /10
S'adresser à Claudine DEKAIS, Conseiller
N° de téléphone 02/501.44.80
annexes 1
date 12-07-2007

PLAN BELGIQUE – PLAN BELGIE
A l'attention de Monsieur Dirk VAN MAELE,
Directeur national
Galerie Ravenstein, 3 (b.5)
1000 BRUXELLES

Objet: Agrément de votre ASBL, Plan Belgique – Plan België en qualité d'ONG

Monsieur le Directeur national,

Comme suite à votre dossier de demande d'agrément introduit en date du 29 septembre 2006 auprès de Monsieur le Ministre de la Coopération au développement, j'ai le plaisir de vous annoncer que Monsieur le Ministre a signé l'Arrêté ministériel agréant votre ASBL en qualité d'ONG le 14 mai 2007.

Une copie de l'Arrêté Ministériel du 14 mai 2007 portant la décision de cet agrément vous est transmise en annexe.

Il vous est rappelé que l'agrément en qualité d'ONG autorise l'octroi de subside mais n'ouvre pas un droit au subside. Celui-ci dépend de l'appréciation réservée au projet introduit.

Veillez croire, Monsieur le Directeur national, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Ministre,

Philippe JALET
Conseiller général

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES
ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR**

**ET
COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

**LE MINISTRE DE LA COOPERATION
AU DEVELOPPEMENT,**

Vu la Loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge, en particulier l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 2005 relatif aux agréments d'organisations non gouvernementales de développement;

Vu la demande d'agrément introduite le 29 septembre 2006 et complétée les 17 novembre, 14 décembre 2006 et 23 janvier 2007 par l'A.S.B.L. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**»;

Considérant que les conditions d'agrément prévues à l'article 2 l'arrêté royal précité sont remplies;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du ~~19-04-2007~~ ;

ARRETE

Article 1.

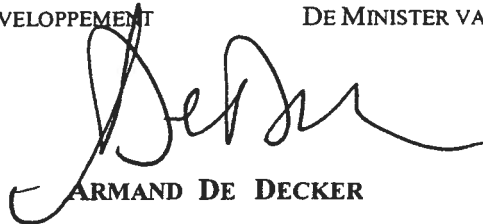
L'A.S.B.L. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**» ayant son siège social, Galerie Ravenstein, 3 (b. 5) à 1000 Bruxelles est agréée en qualité d'Organisation non gouvernementale (ONG).

Art. 2.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le **14-05-2007**

LE MINISTRE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT



ARMAND DE DECKER

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE
HANDEL
EN
ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

**DE MINISTER VAN
ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,**

Gelet op de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische Internationale Samenwerking, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 2005 betreffende de erkenning van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties;

Gelet op de erkenningaanvraag ingediend 29 september 2006 en aangevuld 17 november, 14 december 2006 en 23 januari 2007 door de V.Z.W. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**»;

Overwegende dat de voorwaarden tot erkenning voorzien bij artikel 2 van het hogervermelde koninklijk besluit vervuld zijn;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van ~~19-04-2007~~ ;

BESLUIT

Artikel 1.

De V.Z.W. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**» met zetel Galerij Ravenstein, 3 (b.5), te 1000 Brussel, wordt erkend als Niet-gouvernementele organisatie (NGO).

Art. 2.

Dit besluit treedt in werking op de datum van zijn ondertekening.

Brussel, **14-05-2007**

DE MINISTER VAN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING



VICE-EERSTEMINISTER

ALEXANDER DE CROO

Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
Digitale Agenda, Telecom en Post

Dirk Van Maele
Plan België
Ravensteingalerij, 3 – B5
1000 Brussel

20 MEI 2016

Uw bericht van

Uw kenmerk

Brussel

Ons kenmerk

KAB/OS/PM/DD/2016/erk/77-1

Dossier behandeld door

Denis Dubuisson

Contact via

denis.dubuisson@diplobel.fed.be

Betreft: uw aanvraag tot erkenning als NGO

Geachte heer,

U heeft, overeenkomstig artikel 37/2, §4 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, een aanvraag ingediend om erkend te worden als NGO. Uit het door mijn administratie uitgevoerde onderzoek, waarvan het advies als bijlage gaat, is gebleken dat uw organisatie voldoet aan de voorwaarden van artikel 26 §1, lid 1 van bovenvermelde wet.

Met genoeg kan ik derhalve medelen dat ik aan

Plan Belgique / Plan België (ondernemingsnummer 0425.420.917)

de erkenning als ngo mag toekennen overeenkomstig artikel 26, §1 van de wet, voor een periode van 10 jaar vanaf 1 januari 2017. Ik wens hierbij te benadrukken dat uw organisatie, overeenkomstig artikel 26 §1, lid 3, 1° van bovenvermelde wet, dient te voldoen aan alle voorziene voorwaarden gedurende de hele periode van 10 jaar.

Met vriendelijke groeten,


Alexander De Croo

U mag tegen deze beslissing binnen een termijn van 60 dagen beroep aantekenen nabij de Raad van State, conform de in bijlage voorgestelde voorwaarden.

Beleidsceel van de Vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecom en Post

Finance Tower / Kruidtuinlaan 50 bus 61 / B-1000 Brussel / België
tel. +32 2 792 99 00 / fax +32 2 792 99 01 / info@decroo.fed.be

.be



VICE-EERSTEMINISTER

ALEXANDER DE CROO

Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
Digitale Agenda, Telecom en Post

Dirk Van Maele
Plan België
Ravensteingalerij, 3 – B5
1000 Brussel

20 MEI 2016

Uw bericht van

Uw kenmerk

Brussel

Ons kenmerk

KAB/OS/PM/DD/2016/erk/77-5

Dossier behandeld door

Denis Dubuisson

Contact via

denis.dubuisson@diplobel.fed.be

Betreft: uw aanvraag tot bijkomende erkenning

Geachte heer,

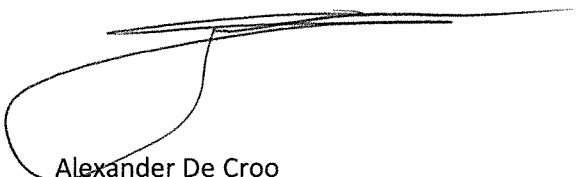
U heeft, overeenkomstig artikel 37/2, §4 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, een aanvraag ingediend om een bijkomende erkenning te verkrijgen. Uit het door mijn administratie uitgevoerde onderzoek, waarvan het advies als bijlage gaat, is gebleken dat uw organisatie voldoet aan de voorwaarden van artikel 26 §5, lid 2 van bovenvermelde wet.

Met genoegen kan ik derhalve medelen dat ik aan

Plan Belgique / Plan België (ondernemingsnummer 0425.420.917)

de bijkomende erkenning mag toekennen overeenkomstig artikel 26, §5 van de wet, voor een periode van 10 jaar vanaf 1 januari 2017. Ik wens hierbij te benadrukken dat uw organisatie, overeenkomstig artikel 26 §5, lid 4, 1° van bovenvermelde wet, dient te voldoen aan alle voorziene voorwaarden gedurende de hele periode van 10 jaar.

Met vriendelijke groeten,



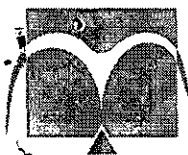
Alexander De Croo

U mag tegen deze beslissing binnen een termijn van 60 dagen beroep aantekenen nabij de Raad van State, conform de in bijlage voorgestelde voorwaarden.

Beleidscel van de Vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecom en Post

Finance Tower / Kruidtuinlaan 50 bus 61 / B-1000 Brussel / België
tel. +32 2 792 99 00 / fax +32 2 792 99 01 / info@decroo.fed.be

.be



Luik B

In de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekend te maken kopie na neerlegging ter griffie van de akte

neerlegging/ontvangen op

V.
beh.
aa.
Bel.
Staa.



17136554

15 SEP. 2017

ter griffie van de Nederlandstalige
Griffie

Benaming : Plan International België

Rechtsvorm : V.Z.W.

Zetel : Galerij Ravenstein 3 Bus 5
1000 Brussel

Ondernemingsnr : 0425.420.917

Voorwerp akte : INBRENG OM NIET VAN DE ALGEMEENHEID - Algemene vergadering van de overnemende vennootschap

Er blijkt uit het proces-verbaal verleden voor geassocieerde notaris Christof Gheeraert te Gent, Drongen, op 06/09/2017 (ter registratie neergelegd) dat de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk "**Plan International België**", met zetel te 1000 Brussel, Ravensteingalerij 3 bus 5, opgenomen in het rechtspersonenregister te Brussel (Griffie Nederlandstalige Rechtbank van Koophandel) onder nummer 0425.420.917, hierna verder genoemd: "*de overnemende vereniging zonder winstoogmerk*", en de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk "**Vormen – Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen**", met zetel te 2000 Antwerpen, Italiëlei 98A, opgenomen in het rechtspersonenregister te Antwerpen (afdeling Antwerpen) onder nummer 0472.443.547, hierna verder genoemd: "*de over te nemen vereniging zonder winstoogmerk*", met éénparigheid van stemmen de volgende beslissingen hebben genomen :
1) De bestuursorganen van de vereniging zonder winstoogmerk "Vormen–Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" en van de vereniging zonder winstoogmerk "Plan International België" hebben een voorstel tot inbreng van een algemeenheid opgesteld. Dit voorstel werd met unanimitéit goedgekeurd op de raden van bestuur gehouden op 13/06/2017, respectievelijk op 23/05/2017. Voormeld voorstel tot inbreng werd authentiek vastgesteld bij akte verleden voor ondergetekende notaris Gheeraert op 21/06/2017. Een uittreksel van deze akte houdende voorstel tot inbreng werd neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, afdeling Antwerpen, op 27/06/2017, en bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 06/07/2017 onder nummer 17096969 voor de vereniging zonder winstoogmerk "Vormen–Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen", en neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, griffie Nederlandstalige Rechtbank van Koophandel, op 28/06/2017, en bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 07/07/2017 onder nummer 17097819 voor de vereniging zonder winstoogmerk "Plan International België", hetzij in beide gevallen meer dan zes weken vóór huidige vergaderingen.

2) De algemene vergaderingen van de verenigingen zonder winstoogmerk "Vormen–Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" en "Plan International België" besluiten over te gaan tot inbreng van de algemeenheid van het vermogen van de vereniging "Vormen–Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" in de vereniging "Plan International België", volgens de voorwaarden en bepalingen zoals gestipuleerd in het inbrengvoorstel opgesteld door de bestuursorganen van de vereniging zonder winstoogmerk "Vormen–Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" en van de vereniging zonder winstoogmerk "Plan International België". Bijgevolg gaat het volledige vermogen, (zowel alle activa als passiva) van de vereniging "Vormen–Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen", volgens de boekhoudkundige stand van 01/07/2017, met alle rechten en plichten over op de vereniging "Plan International België". Alle rechten en plichten en verbintenissen ontstaan vanaf 01/07/2017 worden boekhoudkundig geacht te zijn verricht voor rekening van de overnemende vennootschap "Plan International België".

VOOR BEREDENEERD UITTREKSEL,

Christof Gheeraert,
Geassocieerd notaris.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/09/2017 - Annexes du Monteur belge

Op de laatste blz. van Luik B vermelden : **Recto** : Naam en hoedanigheid van de instrumenterende notaris, hetzij van de perso(o)n(en) bevoegd de rechtspersoon ten aanzien van derden te vertegenwoordigen

Verso : Naam en handtekening

Voor-
houden
aan het
Belgisch
Staatsblad



Luik B - Vervolg

Tegelijk hiermee neergelegd : afschrift en gecoördineerde statuten.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/09/2017 - Annexes du Moniteur belge

Op de laatste blz. van Luik B vermelden : Recto : Naam en hoedanigheid van de instrumenterende notaris, hetzij van de perso(o)n(en) bevoegd de rechtspersoon ten aanzien van derden te vertegenwoordigen
Verso : Naam en handtekening

AANGEPASTE STATUTEN

De algemene vergadering van 24 juni 2017, geldig samengeroepen en beschikkend over de nodige aantallen inzake aanwezigheid en beslissingsmeerderheid, heeft beslist tot statutenwijziging en tot goedkeuring van de volgende gecoördineerde statuten.

TITEL I : NAAM - ZETEL - DOEL - DUUR

ARTIKEL 1: Naam

De vereniging draagt de naam: Plan International België, Plan International Belgique, Plan International Belgium.

ARTIKEL 2: Zetel

De zetel van de vereniging is gevestigd in het Brussels hoofdstedelijk gewest te Galerij Ravenstein n°3 Bus 5, te 1000 Brussel en ressorteert onder het gerechtelijke arrondissement Brussel.

Hij kan slechts verplaatst worden door de algemene vergadering mits deze bovendien de regels in acht neemt zoals vereist voor een statuutwijziging en beschreven in deze statuten.

ARTIKEL 3: Doel en activiteiten

Plan International België is een onafhankelijke Belgische niet gouvernementele organisatie, lid van de internationale Plan koepel, die zich tot doel stelt om te bouwen aan een betere wereld waarin rechten van kinderen, zoals ze zijn opgenomen in het Internationaal Verdrag van de Rechten van het Kind, worden gerespecteerd en gepromoot met focus op méér gelijkheid tussen meisjes en jongens. Plan International België draagt hieraan bij op volgende manieren:

1. door het implementeren van ontwikkelingsprogramma's in structurele en humanitaire context, met specifieke aandacht voor gender en kindgerichte gemeenschapontwikkeling;
2. door het bewustmaken en mobiliseren van de bevolking en het sensibiliseren van specifieke doegroepen onder meer door campagnes en met een aanpak van kinderrechteneducatie;
3. door pleitbezorging bij overheden en andere relevante maatschappelijke actoren, teneinde hen te laten ageren in functie van kinderrechten en gelijkheid voor meisjes;
4. door het toepassen van een rechtenaanpak (Rights Based Approach) gebaseerd op specifieke expertise ontwikkeling en dit in partnerschap met strategische en lokale actoren.

Dit resulteert in het verwezenlijken van een maatschappelijk draagvlak en in duurzame maatschappelijke veranderingen met respect voor universele kinderrechten vanwege beleids- en opiniemakers, zowel in het specifieke domein van de ontwikkelingssamenwerking als op alle andere relevante maatschappelijke terreinen.

Plan International België mag eveneens alle activiteiten ondernemen die dit doel kunnen bevorderen. Zij kan in die zin ook, handelsdaden stellen, enkel voor zover de opbrengst hiervan besteed wordt aan het doel waarvoor zij werd opgericht.

De activiteiten van Plan International België zullen ontwikkeld worden met naleving van de op haar toepasselijke Belgische reglementering, in het bijzonder inzake fiscale aftrekbaarheid van giften en inzake erkenning als NGO.

ARTIKEL 4: Duur

De vereniging werd opgericht voor onbepaalde duur, doch kan evenwel te allen tijde ontbonden worden.

TITEL II : LEDEN

ARTIKEL 5: Soorten leden

- De vereniging bestaat uit:
1. effectieve leden
 2. toegetreden leden
 3. ereleden

Het aantal effectieve leden is onbeperkt, maar moet tenminste drie bedragen. De oprichters zijn de eerste effectieve leden. De volheid van het lidmaatschap, met inbegrip van het stemrecht op de algemene vergadering, komt uitsluitend toe aan de effectieve leden. Effectieve leden zijn diegenen wiens naam is vermeld in het ledenregister dat op de zetel van de vereniging wordt bijgehouden. De wettelijke bepalingen zijn alleen op de effectieve leden toepasselijk.

ARTIKEL 6: Effectieve leden

Als effectief lid kan tot de vereniging toetreden, ieder natuurlijke persoon of rechtspersoon die door de algemene vergadering als dusdanig wordt aanvaard en dit op voorstel van de raad van bestuur. De toetreding geldt voor een periode van 4 jaar, en is twee maal hernieuwbaar. Wanneer een effectief lid tot Bestuurder benoemd wordt, geldt opnieuw een periode van 4 jaar, twee maal

hernieuwbaar. De kandidatuur van een kandidaat-lid moet schriftelijk worden ingediend bij de voorzitter van de raad van bestuur. Effectieve leden worden niet verplicht tot het betalen van een financiële bijdrage.

ARTIKEL 7: Toegetreden leden

Toegetreden leden zijn alle natuurlijke personen en groeperingen, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die bijdragen betalen. Het behoren tot een groepering die toegetreden lid is, brengt geen individueel lidmaatschap met zich mee. Toegetreden leden hebben geen stemrecht op de algemene vergadering. Zij hebben enkel de rechten en verplichtingen die hen uitdrukkelijk worden toegekend in de onderhavige statuten.

ARTIKEL 8: Ereleden

De raad van bestuur kan, onder door haar te bepalen voorwaarden, ereleden tot de vereniging toelaten. Ereleden zijn personen die aan de vereniging diensten hebben bewezen of zich op een andere manier inzetten of ingezet hebben voor de door de vereniging beoogde doelstellingen. Deze worden beschouwd als toegetreden leden.

ARTIKEL 9: Beëindiging - Schorsing

Elk effectief lid kan ten allen tijde uit de vereniging treden. De uittreding moet aan de raad van bestuur ter kennis worden gebracht.

Elk toegetreden lid kan ten allen tijde uit de vereniging treden door Plan International België hiervan op de hoogte te brengen. Wordt tevens geacht ontslagnemend te zijn: het toegetreden lid dat de door hem verschuldigde bijdragen niet heeft betaald binnen de maand na de laatste herinnering die hem schriftelijk of elektronisch werd toegezonden.

De raad van bestuur kan voorstellen aan de algemene vergadering om de lidmaatschapsrechten te schorsen van de effectieve, toegetreden en ereleden die zich aan een zware overtreding van de statuten of aan de normen van eer en welvoegelijkheid schuldig hebben gemaakt. De algemene vergadering zal dan een definitieve beslissing nemen omtrent het lidmaatschap van het betrokken lid. Deze beslissing wordt schriftelijk bevestigd aan het betrokken lid. De algemene vergadering kan de lidmaatschapsrechten schorsen van de effectieve leden die niet aanwezig zijn, noch verontschuldigd, noch zich hebben laten vertegenwoordigen op twee achtereenvolgende bijeenkomsten van de algemene vergadering.

Als een effectief lid handelt in strijd met de doelstellingen van de vzw, kan diens lidmaatschap, op voorstel van de raad van bestuur of op verzoek van minstens 1/5 van alle effectieve leden, worden beëindigd door een beslissing van de algemene vergadering genomen bij 2/3 meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden. Het effectief lid waarvan de beëindiging van het lidmaatschap wordt voorgesteld, heeft het recht gehoord te worden. Het agendapunt tot uitsluiting van een effectief lid kan ook door één twintigste van de effectieve leden op de agenda worden geplaatst, conform hun wettelijk recht.

Toegetreden leden die handelen in strijd met de doelstellingen van de vzw kunnen door een eenzijdig besluit van de raad van bestuur worden uitgesloten van lidmaatschap.

ARTIKEL 10: Rechten in het vermogen

Geen enkel lid kan enige aanspraak laten gelden of uitoefenen op de activa van de vzw. Deze uitsluiting van rechten op de activa geldt te allen tijde: tijdens het lidmaatschap, bij beëindiging van het lidmaatschap om wat voor reden dan ook, bij ontbinding van de vzw, enz.

TITEL III : DE RAAD VAN BESTUUR

ARTIKEL 11: Samenstelling raad van bestuur

De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur van tenminste drie en ten hoogste dertien bestuurders die tevens effectief lid zijn van de vereniging. Indien de algemene vergadering slechts drie effectieve leden telt, bestaat de raad van bestuur uit slechts twee personen. In ieder geval moet het aantal bestuurders steeds lager zijn dan het aantal effectieve leden van de algemene vergadering. Bestuurders onthouden zich van hun stemrecht op de Algemene Vergadering over agendapunten die betrekking hebben op het budget en de afsluiting van het financiële jaar.

De bestuurders worden benoemd door de algemene vergadering op voordracht van de raad van bestuur, en dit bij een gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden. De bestuurders mandaten kunnen ook voorgelegd worden door één vijfde of door één twintigste van de effectieve leden, conform hun wettelijk recht.

De bestuurders worden benoemd voor een periode van vier jaar. Het mandaat van bestuurder is twee maal hernieuwbaar. Deze periode is onafhankelijk van de periode waarin de reeds benoemde bestuurder effectief lid is.

De bestuurders oefenen hun mandaat kosteloos uit. De kosten die zij maken in het kader van de uitoefening van hun bestuursmandaat kunnen evenwel worden vergoed.

De raad van bestuur kiest onder haar bestuurders een voorzitter, een secretaris / compliance director, een penningmeester en elke functie die voor de goede werking van de vereniging noodzakelijk is.

ARTIKEL 12: Ambtsbeëindiging en afzetting van de bestuurders - Bekendmaking

Het mandaat van de bestuurders eindigt door afzetting door de algemene vergadering, door vrijwillig ontslag, door het verstrijken van het mandaat, door overlijden of ingeval van wettelijke onbekwaamheid.

De afzetting van een bestuurder door de algemene vergadering wordt beslist bij gewone meerderheid van het aantal aanwezige en vertegenwoordigde effectieve leden.

Een bestuurder die vrijwillig ontslag neemt, moet dit schriftelijk ter kennis brengen van de raad van bestuur. Dit ontslag gaat onmiddellijk in tenzij door dit ontslag het aantal bestuurders onder het statutaire minimum is gedaald. In voorkomend geval, moet de raad van bestuur binnen de twee maanden de algemene vergadering bijeenroepen, teneinde in de vervanging van de betrokken bestuurder te voorzien en hem daarvan ook schriftelijk in kennis te stellen.

De akten betreffende de ambtsbeëindiging en de benoeming van de bestuurders moeten neergelegd worden op de griffie van de rechtbank van koophandel en moeten binnen de dertig dagen na de neerlegging (bij uittreksel) bekendgemaakt worden in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

ARTIKEL 13: Bijeenroeping, werking en vergaderingen van de raad van bestuur

De raad van bestuur vergadert na oproeping door de voorzitter of twee bestuurders.

De vergaderingen van de raad van bestuur worden voorgezeten door de voorzitter. Indien deze belet of afwezig is, zal deze functie ingevuld worden door een bestuurder aangeduid door de aanwezige collega's.

De raad van bestuur kan slechts geldig beslissen indien de meerderheid van de bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd is. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of de stem van diegene die hem vervangt doorslaggevend.

Elke aanwezige bestuurder kan maximum 1 volmacht aanvaarden van een bestuurder die zich laat vertegenwoordigen.

In uitzonderlijke gevallen kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

ARTIKEL 14: Notulen

Van elke vergadering worden notulen gemaakt, die ondertekend worden door de voorzitter en de secretaris en die ingeschreven worden in een daartoe bestemd register dat ter inzage is van de effectieve leden. Bij ontstentenis van deze bestuurders kunnen twee andere bestuurders deze documenten geldig ondertekenen.

ARTIKEL 15: Intern bestuur

De raad van bestuur leidt de zaken van de vereniging en is bevoegd om alle handelingen van intern bestuur te verrichten alsook voor alle aangelegenheden die niet door de wet en door de statuten aan de algemene vergadering worden voorbehouden.

De raad van bestuur benoemt en ontslaat de Nationaal Directeur.

De raad van bestuur vaardigt alle huishoudelijke reglementen uit die hij nodig acht en nuttig oordeelt.

Onverminderd de verplichtingen die voortvloeien uit collegiaal bestuur, met name overleg en toezicht, kunnen de bestuurders de bestuurstaken onder elkaar verdelen. Zodanige verdeling van taken kan aan derden niet worden tegengeworpen, zelfs niet nadat ze zijn openbaar gemaakt. Niet-naleving ervan brengt wel de interne aansprakelijkheid van de betrokken bestuurder(s) in het gedrang.

ARTIKEL 16: Externe vertegenwoordigingsmacht

De raad van bestuur vertegenwoordigt als college de vzw in alle handelingen in en buiten rechte. Hij vertegenwoordigt de vereniging door de meerderheid van zijn leden.

Onverminderd de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur als college, wordt de vzw in en buiten rechte eveneens vertegenwoordigd door twee bestuurders die gezamenlijk handelen.

De bevoegdheid om de vereniging in en buiten rechte te vertegenwoordigen kan door de raad van bestuur bij eenvoudig besluit worden opgedragen aan één of meer personen, al dan niet bestuurder. De bevoegdheden van die bovengenoemde personen worden precies afgebakend door de raad van bestuur, die eveneens de duur van hun mandaat bepaalt. De raad van bestuur zal bepalen hoe een gemachtigde kan optreden naar derden, hetzij elk individueel, hetzij gezamenlijk, hetzij als college. Het mandaat kan ten allen

tijde met onmiddellijke ingang worden ingetrokken door de raad van bestuur. De gemachtigden kunnen vrijwillig ontslag indienen door een schrijven aan de voorzitter en oefenen hun bevoegdheden uit conform hun mandaat.

ARTIKEL 17: Het dagelijks bestuur van de vereniging

De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur alsook de vertegenwoordiging van de vereniging wat dat bestuur betreft delegeren aan één of meerdere personen, al dan niet bestuurders of leden van de vereniging. Het mandaat kan ten allen tijde met onmiddellijke ingang worden ingetrokken door de raad van bestuur. De dagelijkse bestuurders kunnen vrijwillig ontslag indienen door een schrijven aan de voorzitter van de algemene vergadering.

De personen die belast zijn met het dagelijks bestuur zijn gemachtigd om een deel van hun machten te subdelegeren.

De dagelijks bestuurder is bevoegd alleen te handelen en dit zowel wat betreft het intern dagelijks bestuur als de externe vertegenwoordigingsmacht voor dat dagelijks bestuur.

Worden tot daden van dagelijks bestuur gerekend alle handelingen die dag aan dag moeten worden verricht om de normale gang van zaken van de VZW te verzekeren en die, zowel wegens hun minder belang als wegens de noodzakelijkheid een onverwijld beslissing te nemen, het optreden van de raad van bestuur niet vereisen of niet wenselijk maken.

De akten betreffende de ambtsbeëindiging en de benoeming van de personen belast met het dagelijks bestuur moeten neergelegd worden op de griffie van de rechtbank van koophandel om te worden gepubliceerd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

TITEL IV : ALGEMENE VERGADERING

ARTIKEL 18: Samenstelling algemene vergadering - stemrecht

De Algemene Vergadering is samengesteld uit alle effectieve leden. Ieder effectief lid heeft één stem.

ARTIKEL 19: Vergaderingen

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de algemene vergadering of, in geval van afwezigheid van deze laatste, door een lid van de vergadering door deze laatste aangeduid. De secretaris van de raad van bestuur treedt op als secretaris van de algemene vergadering. In geval van diens afwezigheid treedt een lid van de vergadering aangeduid door de algemene vergadering op als dienstdoend secretaris.

Een effectief lid kan zich door een ander effectief lid laten vertegenwoordigen. Ieder effectief lid kan evenwel slechts één ander effectief lid vertegenwoordigen. De volmachten mogen schriftelijk, per e-mail, per telegram, fax en andere elektronische communicatiemiddelen gegeven worden en worden neergelegd op het bureau van de vergadering.

De algemene vergadering kan onder haar effectieve leden een voorzitter verkiezen, voor een duur van drie jaar.

ARTIKEL 20: Bevoegdheden en rol algemene vergadering

De algemene vergadering heeft de volgende bevoegdheden die haar uitdrukkelijk bij wet zijn toegewezen:

- het wijzigen van de statuten,
- de benoeming en de afzetting van de bestuurders,
- de benoeming en de afzetting van de commissarissen en het bepalen van hun bezoldiging ingeval een bezoldiging wordt toegekend,
- de kwijting aan de bestuurders en de commissarissen,
- de goedkeuring van de begroting en van de rekening,
- de vrijwillige ontbinding van de vereniging,
- de benoeming en de uitsluiting van een lid van de vereniging,
- de omzetting van de vereniging in een vennootschap met een sociaal oogmerk,
- alle gevallen waarin deze statuten het vereisen,
- Uitoefenen van alle andere machten en beslissingen die haar door de wet of door deze statuten zijn voorbehouden.

Daarnaast heeft de algemene vergadering als rol het reflecteren over brede strategische opties aangereikt door de raad van bestuur en het functioneren als forum van debat en overleg over thema's aangereikt door de raad van bestuur.

ARTIKEL 21: Bijeenroeping algemene vergadering

De algemene vergadering wordt geldig bijeengeroepen door de raad van bestuur of door de voorzitter van de algemene vergadering telkens als het doel van de vereniging zulks vereist.

Zij moet tenminste eenmaal per jaar worden bijeengeroepen voor het goedkeuren van de jaarrekening van het afgelopen jaar en de begroting van het komend jaar, en dit binnen de zes maanden na afsluitingsdatum van het boekjaar.

De raad van bestuur is bovendien verplicht de algemene vergadering samen te roepen wanneer 1/5 van de effectieve leden daartoe een verzoek richt aan de raad van bestuur en dit per aangetekende brief waarin de te behandelen agendapunten zijn vermeld. In dit geval is de Raad van Bestuur verplicht de algemene vergadering samen te roepen binnen de 21 kalenderdagen met vermelding op de agenda van de gevraagde agendapunten. De bijeenkomst zelf moet uiterlijk de veertigste dag na het verzoek plaatsvinden.

De oproepingen tot de algemene vergadering moeten om geldig te zijn, ondertekend worden door de voorzitter, of twee bestuurders. Alle effectieve leden moeten worden opgeroepen per e-mail, per gewone brief of per aangetekende brief tenminste acht kalenderdagen voor de vergadering.

De oproepingsbrief, die plaats, dag en uur van de vergadering vermeldt, bevat de agenda, die wordt vastgelegd door de raad van bestuur. Elk onderwerp dat schriftelijk wordt voorgedragen door 1/20 van de effectieve leden, moet eveneens op de agenda worden vermeld. Dit onderwerp moet door 1/20 van de leden ondertekend zijn en tenminste 4 kalenderdagen voor de vergadering aan de voorzitter van de raad van bestuur overhandigd zijn. Onderwerpen die niet op de agenda staan, kunnen in geen geval behandeld worden.

ARTIKEL 22: Werking algemene vergadering

De besluiten worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen. De stemming kan gebeuren door afroeping, door handopsteking of, indien gevraagd door minstens 1/3 van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden, door geheime stemming. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter of diegene die op dat ogenblik de vergadering voorziet.

ARTIKEL 23: Procedure voor statutenwijziging

Tot wijziging van de statuten kan slechts worden besloten met een 2/3 meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden indien 2/3 van de effectieve leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Wordt dit aanwezigheidsquorum niet bereikt dan kan een tweede vergadering worden bijeengeroepen die geldig kan beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden. Deze tweede vergadering mag niet binnen de 15 kalenderdagen volgend op de eerste vergadering worden gehouden.

Tot wijziging van het doel van de vereniging kan slechts met een meerderheid van 4/5 van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden worden besloten, op een vergadering waarop minstens 2/3 van de effectieve leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Na iedere statutenwijziging zullen de wijzigingen en de volledig gecoördineerde statuten neergelegd worden op de griffie van de rechtbank van koophandel. Binnen de 30 dagen na de neerlegging dient de wijziging (bij uittreksel) bekendgemaakt te worden in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

ARTIKEL 24: Notulen algemene vergadering

Van elke vergadering worden notulen gemaakt, die ondertekend worden door de voorzitter en de secretaris en opgenomen worden in een bijzonder register. Dit register kan op de zetel van de vereniging door alle effectieve leden en belanghebbende derden worden ingezien. Uittreksels daarvan worden geldig ondertekend door de voorzitter van de algemene vergadering en de dienstdoende secretaris of door twee bestuurders en bij ontstentenis hiervan door twee leden van de algemene vergadering.

ARTIKEL 25: Toezicht door een commissaris

De vereniging kan één of meer commissarissen benoemen, die lid zijn van het Instituut van bedrijfsrevisoren.

TITEL V : REKENINGEN EN BEGROTINGEN

ARTIKEL 26: Boekhouding

Het boekjaar van de vereniging loopt van 1 juli tot 30 juni.

De raad van bestuur sluit de jaarrekening over het voorbije boekjaar af en bereidt de begroting van het komend boekjaar voor. Beide worden ter goedkeuring aan de algemene vergadering voorgelegd, uiterlijk zes maanden na afsluitingsdatum van het boekjaar.

TITEL VI : ONTBINDING EN VEREFFENING

ARTIKEL 27: Vrijwillige ontbinding

Behoudens gevallen van gerechtelijke ontbinding en ontbinding van rechtswege kan slechts de algemene vergadering tot ontbinding besluiten indien 2/3 van de effectieve leden op de algemene vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn en zij met een 4/5 meerderheid akkoord ~~is~~ gaan om de vereniging vrijwillig te ontbinden. Het voorstel tot vrijwillige ontbinding van de vereniging moet uitdrukkelijk op de agenda van de algemene vergadering vermeld worden.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt behaald, dan moet een tweede algemene vergadering worden bijeengeroepen die geldig beraadslaagt ongeacht het aantal aanwezige en vertegenwoordigde effectieve leden mits een 4/5 meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden akkoord gaan om de vereniging vrijwillig te ontbinden.

In geval van vrijwillige ontbinding benoemt de algemene vergadering één of meer vereffenaars. Zij bepaalt tevens hun bevoegdheid alsmede de vereffeningvoorwaarden.

Het netto-actief zal worden overgedragen aan een organisme dat in rechte of in feite een doel nastreeft dat zoveel mogelijk het doel van de vereniging benadert.

Het ontbindingsbesluit, de benoeming en de ambtsbeëindiging van de vereffenaars zal worden neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel. Binnen de 30 dagen na de neerlegging dient dit ontbindingsbesluit, de benoeming en de ambtsbeëindiging van de vereffenaars bij uittreksel bekendgemaakt te worden in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

ARTIKEL 28

Voor alles wat in deze statuten niet is voorzien of geregeld, blijft de Wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, toepasselijk.

Aldus opgemaakt en aangenomen op de algemene vergadering van 24 juni 2017.

Te Brussel, 24 juni 2017

Stan Bartholomeeussen
Voorzitter

Leen Gysen
Secretaris

STATUTS ADAPTES

L'assemblée générale du 24 juin 2017, convoquée valablement et disposant du nombre nécessaire en matière de présence et de majorité décisionnelle, a décidé en séance de modifier et d'approuver les statuts coordonnés suivants.

TITRE I: DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 : Nom

L'association est dénommée: Plan International België, Plan International Belgique, Plan International Belgium.

ARTICLE 2 : Siège

Le siège de l'association est établi dans la région de Bruxelles-Capitale à l'adresse Galerie Ravenstein, n°3, 1000 Bruxelles et ressort de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Il ne peut être déplacé que par l'assemblée générale, pourvu que celle-ci respecte en outre les règles exigées pour une modification des statuts et décrites dans ses statuts.

ARTICLE 3 : Objectif et activités

L'asbl Plan International Belgique est une organisation non gouvernementale belge autonome, membre de la coalition internationale Plan, qui œuvre pour un monde juste qui fait progresser les droits de l'enfant, tel que repris dans la Convention relative aux droits de l'enfant, avec une attention particulière pour l'égalité entre les filles et les garçons.

Plan International Belgique contribue à ces objectifs comme suit :

1. En mettant en œuvre des programmes de développement dans des contextes structurels et humanitaires, avec une attention spécifique pour le genre et le développement communautaire centré sur l'enfant ;
2. En conscientisant et mobilisant le grand public et en sensibilisant des groupes cibles spécifiques avec une approche d'éducation aux droits de l'enfant ;
3. En défendant les droits auprès des autorités et autres acteurs sociaux pertinents, afin de les amener à agir en fonction des droits de l'enfant et de l'égalité pour les filles et les garçons ;
4. En adaptant l'approche relative aux droits (rights-based approach) sur la base du développement d'une expertise spécifique, ceci en partenariat avec des acteurs stratégiques locaux.

De ceci, résultent d'une part l'élargissement de l'assise sociale et d'autre part les changements sociaux durables qui visent un respect des décideurs politiques pour les droits de l'enfant dans les domaines politique, social et privé, tant au niveau de la coopération au développement que dans d'autres secteurs sociaux pertinents.

Plan International Belgique peut également entreprendre toute activité pouvant favoriser cet objectif. Dans ce sens, elle peut aussi poser des actes commerciaux, pour autant que leur rapport soit consacré à l'objet pour lequel elle a été fondée.

Les activités de Plan International Belgique seront développées conformément à la réglementation belge d'application pour Plan International Belgique, particulièrement en ce qui concerne l'émission d'attestations fiscales et la reconnaissance de l'organisation en tant qu'ONG.

ARTICLE 4 : Durée

L'association a été fondée pour une durée indéterminée mais peut être dissoute à tout moment.

TITRE II: MEMBRES

ARTICLE 5 : Types de membres

- L'association est constituée de:
1. membres effectifs
 2. membres adhérents
 3. membres honoraires

Le nombre de membres effectifs est illimité mais ne peut être inférieur à trois. Les fondateurs sont les premiers membres effectifs. Seuls les membres effectifs jouissent d'une affiliation complète, droit de vote à l'assemblée générale inclus. Les membres effectifs sont ceux dont le nom est mentionné dans le registre des membres tenu au siège de l'association et dont, conformément à l'art. 26, novies, §1, 3° de la législation actuelle, une copie est déposée au greffe du tribunal de commerce. Les dispositions légales ne sont d'application que pour les membres effectifs.

ARTICLE 6 : Membres effectifs

Peut s'affilier en tant que membre de l'association toute personne physique ou personne juridique qui est acceptée comme telle par l'assemblée générale, et ce, sur proposition du conseil d'administration. L'affiliation vaut pour une période de 4 ans et est renouvelable deux fois. Lorsqu'un membre effectif devient administrateur, une nouvelle période de 4 ans renouvelable deux fois commence. La candidature d'un candidat-membre doit être introduite par écrit auprès du président du conseil d'administration. Les membres effectifs ne sont pas obligés de payer une cotisation.

ARTICLE 7 : Membre adhérents

Les membres adhérents sont toutes les personnes physiques et groupements, avec ou sans personnalité juridique, qui paient des cotisations. L'appartenance à un groupement qui est membre adhérent n'entraîne pas l'affiliation individuelle. Les membres adhérents n'ont pas droit de vote à l'assemblée générale. Ils ne détiennent que les droits et obligations qui leurs sont explicitement attribués et repris dans les présents statuts.

ARTICLE 8 : Membres honoraires

Dans des conditions qu'il doit déterminer, le conseil d'administration peut également admettre dans l'association d'autres personnes en qualité de membres honoraires. Les membres honoraires sont des personnes ayant rendu des services à l'association ou qui s'engagent ou se sont engagés d'une autre manière dans la réalisation des objectifs visés par l'association. Ceux-ci sont considérés comme membres adhérents.

ARTICLE 9 : Cessation – Suspension

Chaque membre effectif peut à tout moment se retirer de l'association. La démission doit être signifiée au conseil d'administration.

Chaque membre adhérent peut se retirer de l'association à tout moment en informant Plan. Est également considéré comme démissionnaire le membre adhérent qui n'a pas payé les cotisations dues dans un délai d'un mois après le dernier rappel électronique ou écrit qui lui a été envoyé.

Le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale de suspendre les droits inhérents à la qualité de membre des membres effectifs, adhérents et honoraires qui se sont rendus coupables d'une infraction grave aux statuts ou aux normes de conduite avec une décision définitive de l'assemblée générale concernant l'affiliation du membre concerné. Cette décision est confirmée par écrit au membre concerné.

L'assemblée générale peut suspendre les droits inhérents à la qualité de membre des membres effectifs qui ne sont pas présents, excusés ou ne justifient pas leur absence ou ne se font pas représenter pendant deux réunions consécutives de l'assemblée générale. Un point peut être mis à l'agenda concernant la suspension d'un membre effectif par un vingtième des membres effectifs, conformément à leur droit légal.

Si un membre effectif agit en contradiction avec les objectifs de l'a.s.b.l., son affiliation peut, sur proposition du conseil d'administration ou à la demande d'au moins 1/5 de tous les membres effectifs, être suspendue par décision de l'assemblée générale par majorité des 2/3 des voix des membres effectifs présents ou représentés. Le membre effectif dont la suspension de l'affiliation est proposée a le droit d'être entendu.

Les membres adhérents qui agissent en contradiction avec les objectifs de l'a.s.b.l. peuvent être exclus par décision unilatérale du conseil d'administration.

ARTICLE 10 : Droits au patrimoine

Aucun membre ne peut revendiquer ou prétendre au patrimoine de l'a.s.b.l. Cette privation des droits au patrimoine vaut à tout moment : pendant l'affiliation, lors de la cessation de l'affiliation pour quelque raison que ce soit, lors de la dissolution de l'a.s.b.l., etc.

TITRE III: LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 11 : Composition du conseil d'administration

L'association est administrée par un conseil d'administration d'au moins trois membres et de maximum treize administrateurs qui sont également membres effectifs de l'association. Si l'assemblée générale ne compte que trois membres effectifs, le conseil d'administration n'est constitué que de deux personnes. En tout cas, le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de membres effectifs de l'assemblée générale. Les administrateurs font abstention de leur droit de vote au sein de l'assemblée générale pour les points à l'agenda concernant le budget et la clôture financière de l'année fiscale.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration, et ce par une majorité simple des membres effectifs présents ou représentés. Les mandats des administrateurs peuvent également être proposés par un cinquième ou un vingtième des membres effectifs, conformément à leur droit légal.

Les administrateurs sont nommés pour une période de maximum 4 ans. Le mandat d'administrateur est renouvelable deux fois. Cette période est indépendante du nombre d'années que l'administrateur était membre effectif.

Les administrateurs exercent leur mandat gratuitement. Les frais générés dans le cadre de l'exercice de leur mandat d'administrateur peuvent toutefois être remboursés.

Le conseil d'administration élit parmi les administrateurs un président, un secrétaire, un trésorier et toute fonction nécessaire au bon fonctionnement de l'association.

ARTICLE 12: Cessation de fonctions et révocation des administrateurs - Annonce

Le mandat des administrateurs se termine par révocation par l'assemblée générale, par démission volontaire, par échéance du mandat, par décès ou pour cause d'incapacité légale.

La révocation d'un administrateur par l'assemblée générale est décidée à la simple majorité du nombre de membres effectifs présents et représentés.

Un administrateur qui donne volontairement sa démission doit le porter à la connaissance du conseil d'administration par écrit. Cette démission prend immédiatement cours sauf si elle fait tomber le nombre minimum d'administrateurs sous le minimum statutaire. Le cas échéant, le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale dans un délai de deux mois afin de pourvoir au remplacement de l'administrateur concerné et l'en informer par écrit.

Les actes concernant la cessation de fonctions et la nomination des administrateurs doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce et doivent être publiés aux annexes du Moniteur belge dans un délai de trente jours après leur dépôt (par extrait).

ARTICLE 13: Convocation, fonctionnement et réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit après convocation par le président ou deux administrateurs.

Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président. S'il est indisposé ou absent, cette fonction sera assurée par un administrateur désigné par les collègues présents.

Le conseil d'administration ne peut décider valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions se prennent à la simple majorité des voix. En cas d'égalité des voix, la voix du président ou de celui qui le remplace prévaut.

Chaque administrateur présent peut accepter au maximum 1 procuration d'un administrateur qui se fait représenter.

Dans des cas exceptionnels les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par accord écrit unanime des administrateurs.

ARTICLE 14 : Procès-verbaux

Après chaque séance, un procès-verbal est rédigé et signé par le président et le secrétaire. Le procès-verbal est inscrit dans un registre destiné à cet effet, et peut être consulté par les membres effectifs. En l'absence de ces administrateurs, deux autres administrateurs peuvent signer valablement ces documents.

ARTICLE 15 : Gestion interne

Le conseil d'administration dirige les affaires de l'association et est compétent pour effectuer tous les opérations de gestion interne nécessaire ou utiles à la réalisation de l'objectif visé par l'a.s.b.l., à l'exception des opérations explicitement réservée à l'assemblée générale par la loi.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et est autorisé à effectuer tous les actes de gouvernance interne, ainsi que toutes les questions ne sont pas réservées par la loi et par les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration nomme et licencie le Directeur National.

Le conseil d'administration décrète tous les règlements d'ordre intérieur qu'il estime nécessaires et utiles et règle toutes les questions non réservés par la loi et par les statuts à l'assemblée générale.

Sous réserve des obligations qui découlent de l'administration collégiale, en particulier la concertation et le contrôle, les administrateurs peuvent se répartir les tâches de gestion.

ARTICLE 16 : Pouvoir de représentation externe

Le conseil d'administration représente l'a.s.b.l. en tant que collège dans toutes les opérations judiciaires et extrajudiciaires. Il représente l'association par la majorité de ses membres.

Sous réserve des compétences de représentation générales du conseil d'administration en tant que collège, l'a.s.b.l. est également représentée judiciairement et extrajudiciairement par deux administrateurs qui opèrent conjointement.

La compétence de représenter l'association dans les affaires judiciaires et extrajudiciaires peut être confiée à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, sur simple décision du conseil d'administration. Les compétences des personnes précitées sont précisément délimitées par le conseil d'administration, qui définit également la durée de leur mandat. Le Conseil d'administration déterminera la façon dont un délégué peut agir vis-à-vis des tierces parties, soit individuellement, soit conjointement, soit en tant que collège. Le conseil d'administration peut à tout moment annuler le mandat, avec entrée en vigueur immédiate. Les mandataires peuvent démissionner volontairement en écrivant une lettre au président et exercent leurs pouvoirs conformément à leur mandat.

ARTICLE 17 : Gestion journalière de l'association

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de l'association pour ce qui est de cette gestion à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou membres de l'association ou non. Le conseil d'administration peut à tout moment annuler le mandat, avec entrée en vigueur immédiate. Les personnes chargées de la gestion journalière peuvent démissionner volontairement, en écrivant un courrier au président de l'assemblée générale. Les personnes chargées de la gestion journalière sont habilitées à déléguer une partie de leurs pouvoirs.

La gestion journalière est habilitée à opérer seule et ce tant en ce qui concerne la gestion journalière interne que le pouvoir de représentation externe pour cette gestion journalière.

Par dérogation à l'article 13bis de la loi A&F, les personnes chargées de la gestion journalière ne peuvent pas, sans l'accord de deux administrateurs, prendre de décisions ni poser d'actes juridiques qui sont liés à la représentation de l'a.s.b.l. dans le cadre de la gestion journalière pour les transactions qui dépassent 75.000 euros.

Sont repris sous les actes de la gestion journalière, toutes les opérations qui doivent être effectuées jour après jour pour assurer le cours normal des affaires de l'a.s.b.l. et ce, tant en raison de leur importance moindre qu'en raison de leur nécessité de prendre une décision immédiate, ne nécessitent pas ou ne rendent pas souhaitable l'intervention du conseil d'administration.

Les actes concernant la cessation de fonctions et la nomination des personnes chargées de la gestion journalière doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce pour être publiés aux annexes du Moniteur belge.

TITEL IV: ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 18 : Composition de l'assemblée générale

L'Assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. Chaque membre a une voix.

ARTICLE 19 : Réunions

L'Assemblée générale est présidée par le président de l'Assemblée générale ou, en cas d'absence de ce dernier, par un membre de l'assemblée désigné par celle-ci. Le secrétaire du conseil d'administration fait office de secrétaire de l'assemblée générale. En cas d'absence de ce dernier, un membre de l'assemblée désigné par l'assemblée générale fait office de secrétaire faisant fonction.

Un membre effectif peut se faire représenter par un autre membre effectif. Chaque membre effectif ne peut toutefois remplacer qu'un seul autre membre effectif. Les procurations peuvent être transmises par e-mail, par télégramme, par fax et autres moyens de communication électronique et sont déposés au bureau de l'assemblée.

L'assemblée générale peut élire un président parmi ses membres effectifs, pour une durée de trois ans.

ARTICLE 20 : Compétences et rôle de l'assemblée générale

L'assemblée générale dispose des compétences qui lui sont explicitement attribuées par la loi :

- modifier les statuts,
- nommer et révoquer les administrateurs,
- nommer et révoquer les commissaires et définir leur rémunération si une rémunération est accordée,
- donner quittance aux administrateurs et commissaires,
- approuver le budget et les comptes,
- dissoudre volontairement l'association,
- nommer et exclure un membre de l'association,
- convertir l'association en une société à finalité sociale,
- tous les cas où les présents statuts l'exigent,
- exercer tous les autres pouvoirs et décisions qui lui sont réservés par la loi ou par les présents statuts.

En outre, l'assemblée générale a pour rôle de réfléchir sur les options stratégiques larges proposées par le conseil d'administration et de fonctionner comme forum de débat et de concertation sur les thèmes proposés par le conseil d'administration.

ARTICLE 21 : Convocation de l'assemblée générale

Le conseil d'administration ou le président de l'assemblée générale convoque valablement l'assemblée générale chaque fois que l'objet de l'association l'exige.

Elle doit être convoquée au moins une fois par an pour l'approbation des comptes annuels de l'année précédente et pour le budget de l'année suivante, et ce, dans un délai de six mois après la date de clôture de l'exercice.

Le conseil d'administration est en outre tenu de convoquer l'assemblée générale quand 1/5 des membres effectifs adresse à cet effet une requête au conseil d'administration et ceci par lettre recommandée mentionnant les points à mentionner à l'ordre du jour. Dans ce cas, le Conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale dans un délai de 21 jours ouvrables et mentionner à l'ordre du jour les points demandés. Cette assemblée générale doit se tenir endéans les 40 jours suivant la convocation.

Pour être valables, les convocations à l'assemblée générale doivent être signées par le président ou deux administrateurs. Tous les membres effectifs doivent être convoqués par courrier électronique, par simple lettre ou par lettre recommandée au moins huit jours civils avant l'assemblée.

La lettre de convocation mentionnant le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée, reprend l'ordre du jour qui est fixé par le conseil d'administration. Chaque point proposé par écrit par 1/20 des membres effectifs doit également être mentionné à l'ordre du jour. Ce point doit être signé par 1/20 des membres et être remis au président du conseil d'administration au moins 4 jours civils avant l'assemblée. Les points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour ne peuvent en aucun cas être traités.

ARTICLE 22 : Fonctionnement de l'assemblée générale

Les décisions se prennent à la simple majorité des voix présentes et représentées. Le vote peut avoir lieu par appel nominal, à main levée ou si demandé par au moins 1/3 des membres effectifs présents ou représentés, par vote anonyme. En cas d'égalité des voix, la voix du président ou de celui qui préside l'assemblée prévaut.

ARTICLE 23 : Procédure de modification des statuts

On ne peut décider de modifier les statuts qu'avec une majorité de 2/3 des voix des membres effectifs présents ou représentés, si 2/3 des membres effectifs sont présents ou représentés. Si ce quorum de présence n'est pas atteint, on peut convoquer une deuxième assemblée qui pourra prendre une décision valable, indépendamment du nombre de membres effectifs présents ou représentés. Cette deuxième assemblée ne peut avoir lieu dans un délai de 15 jours civils suivant la première assemblée.

La modification de l'objet de l'association ne peut être décidée qu'à une majorité de 4/5 des voix des membres effectifs présents ou représentés, à une assemblée où au moins 2/3 des membres effectifs sont présents ou représentés.

Après toute modification des statuts, les modifications et les statuts entièrement coordonnés seront déposés au greffe du tribunal de commerce. La modification doit être publiée (par extrait) aux annexes du Moniteur belge dans un délai de 30 jours après son dépôt.

ARTICLE 24 : Procès-verbal assemblée générale

Après chaque assemblée générale, on rédige un procès-verbal qui est signé par le président et le secrétaire et inséré dans un registre spécial. Ce registre peut être consulté au siège de l'association par tous les membres effectifs et tous les tiers concernés. Les extraits de celui-ci sont valablement signés par le président de l'assemblée générale et le secrétaire faisant fonction ou par deux administrateurs et en l'absence de ceux-ci, par deux membres de l'assemblée générale.

ARTICLE 25 : Contrôle par un commissaire

L'association peut nommer un ou plusieurs commissaires membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

TITEL V: COMPTES ET BUDGETS

ARTICLE 26 : Comptabilité

L'exercice de l'association court du 1^{er} juillet au 30 juin.

Le conseil d'administration clôture les comptes annuels de l'exercice précédent et prépare le budget de l'exercice suivant. Tous deux sont présentés pour approbation à l'assemblée générale qui se tient au plus tard dans un délai de six mois après la date de clôture de l'exercice.

TITRE VI: DISSOLUTION ET LIQUIDATION

ARTICLE 27 : Dissolution volontaire

Sauf cas de dissolution judiciaire et de dissolution de plein droit, seule l'assemblée générale peut décider de la dissolution si 2/3 des membres effectifs sont présents ou représentés à l'assemblée générale et si une majorité de 4/5 consent à dissoudre volontairement l'association. La proposition de dissolution volontaire de l'association doit être mentionnée expressément à l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, il faut convoquer une deuxième assemblée générale qui délibère valablement indépendamment du nombre de membres effectifs présents et représentés pour autant qu'une majorité de 4/5 consent à dissoudre volontairement l'association.

En cas de dissolution volontaire, l'assemblée générale ou en l'absence de celle-ci, le tribunal, nomme un ou plusieurs liquidateurs. Elle définit également leurs compétences ainsi que les conditions de la liquidation.

L'actif net sera transféré à un organisme qui, juridiquement ou de fait, poursuit un objectif qui approche le plus possible l'objectif de l'association.

La dissolution, la décision de dissolution, la nomination et la cessation de fonctions des liquidateurs seront déposées au greffe du tribunal de commerce. Dans un délai de 30 jours après leur dépôt, cette décision de dissolution, la nomination et la cessation de fonctions des liquidateurs doivent être publiées par extrait aux annexes du Moniteur belge.

ARTICLE 28

Pour tout ce qui n'est pas prévu ou réglé dans les présents statuts, la Loi du 27 juin 1921 sur les associations à but non lucratif, les fondations et les partis politiques européens et fondations reste d'application.

Ainsi établi et accepté par l'assemblée générale du 24 juin 2017.

A Bruxelles, le 24 juin 2017.

Stan Bartholomeeussen
Président

Leen Gysen
Secrétaire

Annexe 2 : Copie du dernier rapport des comptes financiers annuels et du dernier rapport d'audit



PLAN INTERNATIONAL BELGIË VZW

**Verslag van de commissaris aan de algemene
ledenvergadering over de jaarrekening voor het
boekjaar afgesloten op 30 juni 2019**

6 november 2019



VERSLAG VAN DE COMMISSARIS AAN DE ALGEMENE LEDENVERGADERING VAN DE VERENIGING PLAN INTERNATIONAL BELGIË VZW OVER DE JAARREKENING VOOR HET BOEKJAAR AFGESLOTEN OP 30 JUNI 2019

In het kader van de wettelijke controle van de jaarrekening van Plan International België VZW (de "Vereniging"), leggen wij u ons commissarisverslag voor. Dit bevat ons verslag over de jaarrekening alsook de overige door wet- en regelgeving gestelde eisen. Dit vormt één geheel en is ondeelbaar.

Wij werden benoemd in onze hoedanigheid van commissaris door de algemene vergadering van 22 oktober 2016, overeenkomstig het voorstel van het bestuursorgaan. Ons mandaat loopt af op de datum van de algemene vergadering die beraadslaagt over de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 30 juni 2019. Wij hebben de wettelijke controle van de jaarrekening van Plan International België VZW uitgevoerd gedurende 18 opeenvolgende boekjaren.

Verslag over de jaarrekening

Oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben de wettelijke controle uitgevoerd van de jaarrekening van de Vereniging, die de balans op 30 juni 2019 omvat, alsook de resultatenrekening van het boekjaar afgesloten op die datum en de toelichting. De jaarrekening vertoont een balanstotaal van EUR 13.718.288 en de resultatenrekening sluit af met een positief resultaat van het boekjaar van EUR 200.000.

Naar ons oordeel geeft de jaarrekening een getrouw beeld van het vermogen en de financiële toestand van de Vereniging per 30 juni 2019, alsook van haar resultaten over het boekjaar dat op die datum is afgesloten, in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Basis voor ons oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben onze controle uitgevoerd volgens de internationale controlestandaarden (ISA's) zoals van toepassing in België. Wij hebben bovendien de internationale controlestandaarden zoals door de IAASB van toepassing verklaard op de boekjaren afgesloten vanaf 30 juni 2019 en nog niet goedgekeurd op nationaal niveau toegepast. Onze verantwoordelijkheden op grond van deze standaarden zijn verder beschreven in de sectie "*Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening*" van ons verslag. Wij hebben alle deontologische vereisten die relevant zijn voor de controle van de jaarrekening in België nageleefd, met inbegrip van deze met betrekking tot de onafhankelijkheid.

Wij hebben van het bestuursorgaan en van de aangestelden van de Vereniging de voor onze controle vereiste ophelderingen en inlichtingen verkregen.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan voor het opstellen van de jaarrekening

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van een jaarrekening die een getrouw beeld geeft in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de interne beheersing die het bestuursorgaan noodzakelijk acht voor het opstellen van de jaarrekening die geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten.

Bij het opstellen van de jaarrekening is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor het inschatten van de mogelijkheid van de Vereniging om haar continuïteit te handhaven, het toelichten, indien van toepassing, van aangelegenheden die met continuïteit verband houden en het gebruiken van de continuïteitsveronderstelling, tenzij het bestuursorgaan het voornemen heeft om de Vereniging te ontbinden of om de activiteiten te beëindigen, of geen realistisch alternatief heeft dan dit te doen.

Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening

Onze doelstellingen zijn het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de vraag of de jaarrekening als geheel geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten; en het uitbrengen van een commissarisverslag waarin ons oordeel is opgenomen. Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat een controle die overeenkomstig de ISA's is uitgevoerd altijd een afwijking van materieel belang ontdekt wanneer die bestaat. Afwijkingen kunnen zich voordoen als gevolg van fraude of fouten en worden als van materieel belang beschouwd indien redelijkerwijs kan worden verwacht dat zij, individueel of gezamenlijk, de economische beslissingen genomen door gebruikers op basis van deze jaarrekening, beïnvloeden.

Bij de uitvoering van onze controle leven wij het wettelijk, reglementair en normatief kader na dat van toepassing is op de controle van de jaarrekening in België.

Als deel van een controle uitgevoerd overeenkomstig de ISA's, passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professioneel-kritische instelling gedurende de controle. We voeren tevens de volgende werkzaamheden uit:

- het identificeren en inschatten van de risico's dat de jaarrekening een afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten, het bepalen en uitvoeren van controlewerkzaamheden die op deze risico's inspelen en het verkrijgen van controle-informatie die voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel. Het risico van het niet detecteren van een van materieel belang zijnde afwijking is groter indien die afwijking het gevolg is van fraude dan indien zij het gevolg is van fouten, omdat bij fraude sprake kan zijn van samenspanning, valsheid in geschrifte, het opzettelijk nalaten om transacties vast te leggen, het opzettelijk verkeerd voorstellen van zaken of het doorbreken van de interne beheersing;
- het verkrijgen van inzicht in de interne beheersing die relevant is voor de controle, met als doel controlewerkzaamheden op te zetten die in de gegeven omstandigheden geschikt zijn maar die niet zijn gericht op het geven van een oordeel over de effectiviteit van de interne beheersing van de Vereniging;
- het evalueren van de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en het evalueren van de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte schattingen en van de daarop betrekking hebbende toelichtingen;

- het concluderen of de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling aanvaardbaar is, en het concluderen, op basis van de verkregen controle-informatie, of er een onzekerheid van materieel belang bestaat met betrekking tot gebeurtenissen of omstandigheden die significante twijfel kunnen ontstaan over de mogelijkheid van de Vereniging om haar continuïteit te handhaven. Indien wij concluderen dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat, zijn wij ertoe gehouden om de aandacht in ons commissarisverslag te vestigen op de daarop betrekking hebbende toelichtingen in de jaarrekening, of, indien deze toelichtingen inadequaat zijn, om ons oordeel aan te passen. Onze conclusies zijn gebaseerd op de controle-informatie die verkregen is tot de datum van ons commissarisverslag. Toekomstige gebeurtenissen of omstandigheden kunnen er echter toe leiden dat de Vereniging haar continuïteit niet langer kan handhaven;
- het evalueren van de algehele presentatie, structuur en inhoud van de jaarrekening, en van de vraag of de jaarrekening de onderliggende transacties en gebeurtenissen weergeeft op een wijze die leidt tot een getrouw beeld.

Wij communiceren met het bestuursorgaan onder meer over de geplande reikwijdte en timing van de controle en over de significante controlebevindingen, waaronder eventuele significante tekortkomingen in de interne beheersing die wij identificeren gedurende onze controle.

Overige door wet- en regelgeving gestelde eisen

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het naleven van de wettelijke en reglementaire voorschriften die van toepassing zijn op het voeren van de boekhouding, alsook voor het naleven van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen en van de statuten van de Vereniging.

Verantwoordelijkheden van de commissaris

In het kader van ons mandaat en overeenkomstig de Belgische bijkomende norm (Herzien in 2018) bij de in België van toepassing zijnde internationale controlestandaarden (ISA's), is het onze verantwoordelijkheid om, in alle van materieel belang zijnde opzichten, de naleving van de statuten en van bepaalde voorschriften uit de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen te verifiëren, alsook verslag over deze aangelegenheden uit te brengen.

Vermeldingen betreffende de onafhankelijkheid

- Ons bedrijfsrevisorenkantoor en ons netwerk hebben geen opdrachten verricht die onverenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening en ons bedrijfsrevisorenkantoor is in de loop van ons mandaat onafhankelijk gebleven tegenover de Vereniging.
- De honoraria voor de bijkomende opdrachten die verenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening bedoeld in artikel 17 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, dat verwijst

naar artikel 134 van het Wetboek van vennootschappen, werden correct vermeld en uitgesplitst in de toelichting bij de jaarrekening.

Andere vermeldingen

- Onverminderd formele aspecten van ondergeschikt belang, werd de boekhouding gevoerd in overeenstemming met de in België van toepassing zijnde wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften.
- Wij dienen u geen verrichtingen of beslissingen mede te delen die in overtreding met de statuten of de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen zijn gedaan of genomen.

Gent, 6 november 2019

De commissaris
PwC Bedrijfsrevisoren CVBA
Vertegenwoordigd door



Ilse De Baets
Bedrijfsrevisor

JAARREKENING IN EURO

Naam: **Plan International België, Plan International Belgique, Plan International Belgium**

Rechtsvorm: Vereniging zonder winstoogmerk

Adres: Galerie Ravenstein

Nr: 3

Bus: 5

Postnummer: 1000

Gemeente: Brussel

Land België

Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van

Brussel, nederlandstalige

Internetadres:

Ondernemingsnummer

BE0425420917

Datum van de neerlegging van de oprichtingsakte OF van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt.

11-09-2017

JAARREKENING goedgekeurd door de algemene vergadering* van

09-11-2019

met betrekking tot het boekjaar dat de periode dekt van

01-07-2018

tot

30-06-2019

Vorig boekjaar van

01-07-2017

tot

30-06-2018

De bedragen van het vorige boekjaar zijn identiek met die welke eerder openbaar werden gemaakt.

Zijn gevoegd bij deze jaarrekening:

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn:

VOL-vzw 5.1, VOL-vzw 5.2.1, VOL-vzw 5.2.3, VOL-vzw 5.2.4, VOL-vzw 5.3.1, VOL-vzw 5.3.4, VOL-vzw 5.3.6, VOL-vzw 5.4.1, VOL-vzw 5.4.2, VOL-vzw 5.4.3, VOL-vzw 5.5.1, VOL-vzw 5.5.2, VOL-vzw 5.5.3, VOL-vzw 5.15, VOL-vzw 8

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de vereniging of stichting, van de BESTUURDERS EN COMMISSARISSEN en, in voorkomend geval, van de vertegenwoordiger in België van de buitenlandse vereniging

GREGA Pierre

Rue des Combattants 57
1457 Walhain
BELGIE

Begin van het mandaat: 28-05-2008 Einde van het mandaat: 25-05-2020 Bestuurder

LEFEBVRE Olivier

Tervuursesteenweg 111
1160 Oudergem
BELGIE

Begin van het mandaat: 24-06-2018 Einde van het mandaat: 24-06-2022 Penningmeester

D'HONDT Walter

Vroonstallestraat 48
9032 Wondelgem
BELGIE

Begin van het mandaat: 23-06-2010 Einde van het mandaat: 26-06-2019 Bestuurder

Begin van het mandaat: 22-06-2019 Einde van het mandaat: 26-06-2023 Bestuurder

PHILIPPART Agnes

Troonstraat 20
1000 Brussel
BELGIE

Begin van het mandaat: 15-01-2011 Einde van het mandaat: 22-09-2018 Bestuurder

Begin van het mandaat: 22-09-2018 Einde van het mandaat: 24-06-2022 Bestuurder

GYSEN Leen

Sint-Annastraat 1
3390 Sint-Joris-Winge
BELGIE

Begin van het mandaat: 18-05-2018 Einde van het mandaat: 17-05-2022 Voorzitter van de Raad van Bestuur

Begin van het mandaat: 21-05-2018 Einde van het mandaat: 17-05-2022 Bestuurder

SYNHAEVE Marijke

Sint Annastraat 5
6524EB Nijmegen
NEDERLAND

Begin van het mandaat: 25-10-2017 Einde van het mandaat: 20-10-2021 Bestuurder

DE VEILDER Sabine

Meerlaan 11
1910 Kampenhout

BELGIE
Begin van het mandaat: 07-03-2015 Einde van het mandaat: 06-03-2019 Bestuurder
Begin van het mandaat: 06-03-2019 Einde van het mandaat: 06-03-2023 Bestuurder

STEYNEN Julie

Rue du Pont Louvy 2
7190 Ecaussinnes
BELGIE
Begin van het mandaat: 25-06-2016 Einde van het mandaat: 22-06-2019 Bestuurder

VAN BELLE Mirjam

Lozevisserstraat 12
9000 Gent
BELGIE
Begin van het mandaat: 28-01-2017 Einde van het mandaat: 27-01-2021 Bestuurder

BREMS Eva

Erasmie Ruelensvest 161
3001 Heverlee
BELGIE
Begin van het mandaat: 24-06-2017 Einde van het mandaat: 23-06-2021 Bestuurder

TOUSSAINT Mathieu

Kapellestraat 22
3080 Tervuren
BELGIE
Begin van het mandaat: 23-06-2018 Einde van het mandaat: 23-06-2022 Bestuurder

VAN BELLEGHEM Steven

Groenevijvers 1
9910 Knesselare
BELGIE
Begin van het mandaat: 23-06-2018 Einde van het mandaat: 23-06-2022 Bestuurder

DE AGUIRRE Aintzane

Paul Devignestraat 70/28
1030 Schaarbeek
BELGIE
Begin van het mandaat: 23-06-2018 Einde van het mandaat: 23-06-2022 Bestuurder

HAMZAOUI Yoursi

Joseph Pavezstraat 15
1070 Anderlecht
BELGIE
Begin van het mandaat: 22-06-2019 Einde van het mandaat: 21-06-2023 Bestuurder

PRICEWATERHOUSECOOPERS BEDRIJFSREVISOREN CVBA (B00009)

BE 0429.501.944
Woluwegarden Woluwedal 18
1932 Sint-Stevens-Woluwe
BELGIE

Begin van het mandaat: 22-10-2016

Einde van het mandaat: 09-11-2019

Commissaris

Direct of indirect vertegenwoordigd door:

DE BAETS Ilse

Bedrijfsrevisor

* Door de raad van bestuur in geval van een stichting / door het algemeen leidinggevend orgaan in geval van een internationale vereniging zonder winstoogmerk.

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 1.2
-----	--------------	-------------

OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Facultatieve vermeldingen:

- Indien de jaarrekening werd geverifieerd of gecorrigeerd door een externe accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke externe accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:
 - A. Het voeren van de boekhouding van de vereniging of stichting,
 - B. Het opstellen van de jaarrekening,
 - C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of
 - D. Het corrigeren van de jaarrekening.

- Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door erkende boekhouders of door erkende boekhouders-fiscalisten, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist en zijn lidmaatschapsnummer bij het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, evenals de aard van zijn opdracht.

Naam, voornamen, beroep en woonplaats	Lidmaatschapsnummer	Aard van de opdracht (A, B, C en/of D)
ACCOUNTANCY SERVICE BVBA BE 0426.987.070 Brugsevaart 92 9030 Mariakerke (Gent) BELGIE	2202053N85	B

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 2.1
-----	--------------	-------------

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
VASTE ACTIVA		20/28	<u>275.877</u>	<u>413.336</u>
Oprichtingskosten	5.1	20		
Immateriële vaste activa	5.2	21	145.899	250.316
Materiële vaste activa	5.3	22/27	129.978	163.020
Terreinen en gebouwen		22		
In volle eigendom van de vereniging of stichting		22/91		
Overige		22/92		
Installaties, machines en uitrusting		23	4.407	3.869
In volle eigendom van de vereniging of stichting		231	4.407	3.869
Overige		232		
Meubilair en rollend materieel		24	48.327	75.958
In volle eigendom van de vereniging of stichting		241	48.327	75.958
Overig		242		
Leasing en soortgelijke rechten		25		
Overige materiële vaste activa		26	77.244	83.192
In volle eigendom van de vereniging of stichting		261	77.244	83.192
Overige		262		
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27		
Financiële vaste activa	5.4/5.5.1	28		
Verbonden entiteiten	5.13	280/1		
Deelnemingen		280		
Vorderingen		281		
Andere vennootschappen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	5.13	282/3		
Deelnemingen		282		
Vorderingen		283		
Andere financiële vaste activa		284/8		
Aandelen		284		
Vorderingen en borgtochten in contanten		285/8		
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	<u>13.442.411</u>	<u>10.315.265</u>
Vorderingen op meer dan één jaar		29		
Handelsvorderingen		290		
Overige vorderingen		291		
waarvan niet-rentedragende vorderingen of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		2915		
Vorraden en bestellingen in uitvoering		3		
Vorraden		30/36		
Grond- en hulpstoffen		30/31		
Goederen in bewerking		32		
Gereed product		33		
Handelsgoederen		34		
Onroerende goederen bestemd voor verkoop		35		
Vooruitbetalingen		36		
Bestellingen in uitvoering		37		
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	6.610.353	7.211.887
Handelsvorderingen		40	6.943	69
Overige vorderingen		41	6.603.410	7.211.818
waarvan niet-rentedragende vorderingen of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		415		
Geldbeleggingen	5.5.1/5.6	50/53	600.000	600.000
Liquide middelen		54/58	6.142.833	2.381.061
Overlopende rekeningen	5.6	490/1	89.224	122.317
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	13.718.288	10.728.600

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 2.2
-----	--------------	-------------

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
PASSIVA				
EIGEN VERMOGEN				
Fondsen van de vereniging of stichting				
Beginvermogen		10/15	<u>1.000.000</u>	<u>800.000</u>
Permanente financiering		10		
		100		
		101		
Herwaarderingsmeerwaarden		12		
Bestemde fondsen	5.7	13	1.000.000	800.000
Overgedragen positief (negatief) resultaat (+)/(-)		14		
Kapitaalsubsidies		15		
VOORZIENINGEN		16	<u>542.137</u>	<u>111.172</u>
Voorzieningen voor risico's en kosten		160/5	355.373	
Pensioenen en soortgelijke verplichtingen		160		
Belastingen		161		
Grote herstellings- en onderhoudswerken		162		
Overige risico's en kosten	5.7	163/5	355.373	
Voorzieningen voor terug te betalen subsidies en legaten en voor schenkingen met terugnemingsrecht	5.7	168	186.763	111.172
SCHULDEN		17/49	<u>12.176.151</u>	<u>9.817.428</u>
Schulden op meer dan één jaar	5.8	17		
Financiële schulden		170/4		
Achtergestelde leningen		170		
Niet-achtergestelde obligatieleningen		171		
Leasingschulden en soortgelijke schulden		172		
Kredietinstellingen		173		
Overige leningen		174		
Handelsschulden		175		
Leveranciers		1750		
Te betalen wissels		1751		
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen		176		
Overige schulden		179		
Rentedragend		1790		
Niet-rentedragend of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		1791		
Borgtochten ontvangen in contanten		1792		
Schulden op ten hoogste één jaar		42/48	1.801.756	653.040
Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen	5.8	42		
Financiële schulden		43		
Kredietinstellingen		430/8		
Overige leningen		439		
Handelsschulden		44	144.880	158.565
Leveranciers		440/4	144.880	158.565
Te betalen wissels		441		
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen		46		
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten	5.8	45	395.297	383.931
Belastingen		450/3	1.882	2.068
Bezoldigingen en sociale lasten		454/9	393.415	381.864
Diverse schulden		48	1.261.579	110.544
Vervallen obligaties en coupons, terug te betalen subsidies en borgtochten ontvangen in contanten		480/8		
Andere rentedragende schulden		4890		
Andere schulden, niet-rentedragend of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		4891	1.261.579	110.544
Overlopende rekeningen	5.8	492/3	10.374.394	9.164.388
TOTAAL VAN DE PASSIVA		10/49	13.718.288	10.728.600

RESULTATENREKENING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten		70/74	19.920.146	17.487.401
Omzet	5.9	70		
Voorraad goederen in bewerking en gereed product en bestellingen in uitvoering: toename (afname) (+)/(-)		71		
Geproduceerde vaste activa		72		
Lidgeld, schenkingen, legaten en subsidies	5.9	73	19.688.327	17.253.238
Andere bedrijfsopbrengsten		74	231.819	234.163
Bedrijfskosten		60/64	19.699.872	17.165.816
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen		60		
Aankopen		600/8		
Voorraad: afname (toename) (+)/(-)		609		
Diensten en diverse goederen		61	15.693.928	14.010.315
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen (+)/(-)	5.9	62	3.267.517	2.867.351
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa		630	170.687	164.036
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen) (+)/(-)	5.9	631/4		
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen) (+)/(-)	5.9	635/8	430.965	74.200
Andere bedrijfskosten	5.9	640/8	136.775	49.914
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)		649		
Positief (Negatief) bedrijfsresultaat (+)/(-)		9901	220.274	321.585
Financiële opbrengsten		75	6.209	6.150
Opbrengsten uit financiële vaste activa		750		
Opbrengsten uit vlottende activa		751	6.150	6.150
Andere financiële opbrengsten	5.10	752/9	59	0
Financiële kosten	5.10	65	26.482	27.735
Kosten van schulden		650		145
Waardeverminderingen op vlottende activa andere dan voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen) (+)/(-)		651		
Andere financiële kosten		652/9	26.482	27.590
Positief (Negatief) resultaat uit de gewone bedrijfsuitoefening (+)/(-)		9902	200.000	300.000
Uitzonderlijke opbrengsten		76		
Terugneming van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa		760		
Terugneming van waardeverminderingen op financiële vaste activa		761		
Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten		762		
Meerwaarden bij de realisatie van vaste activa		763		
Andere uitzonderlijke opbrengsten	5.10	764/9		
Uitzonderlijke kosten		66		
Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa		660		
Waardeverminderingen op financiële vaste activa		661		
Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen) (+)/(-)		662		
Minderwaarden bij de realisatie van vaste activa		663		
Andere uitzonderlijke kosten	5.10	664/8		
Als herstructureringskosten geactiveerde uitzonderlijke kosten (-)		669		
Positief (Negatief) resultaat van het boekjaar (+)/(-)		9904	200.000	300.000

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 4
-----	--------------	-----------

RESULTAATVERWERKING

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Te bestemmen positief (negatief) resultaat	(+)/(-)	9906	200.000	300.000
Te bestemmen positief (negatief) resultaat van het boekjaar	(+)/(-)	9905	200.000	300.000
Overgedragen positief (negatief) resultaat van het vorige boekjaar	(+)/(-)	14P		
Onttrekking aan het eigen vermogen		791/2		
aan de fondsen van de vereniging of stichting		791		
aan de bestemde fondsen		792		
Toevoeging aan de bestemde fondsen		692	200.000	300.000
Over te dragen positief (negatief) resultaat	(+)/(-)	14		

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.2.2
-----	--------------	---------------

TOELICHTING
STAAT VAN DE IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

**CONCESSIES, OCTROOIEN, LICENTIES, KNOWHOW,
MERKEN EN SOORTGELIJKE RECHTEN**

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8052P	XXXXXXXXXX	618.749
8022	21.498	
8032		
8042		
8052	640.247	
8122P	XXXXXXXXXX	368.433
8072	125.915	
8082		
8092		
8102		
8112		
8122	494.348	
211	145.899	

STAAT VAN DE MATERIËLE VASTE ACTIVA
INSTALLATIES, MACHINES EN UITRUSTING
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere

(+)/(-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar
Meerwaarden per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Verworven van derden

Afgeboekt

Overgeboekt van een post naar een andere

(+)/(-)

Meerwaarden per einde van het boekjaar
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere

(+)/(-)

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR
WAARVAN
In volle eigendom van de vereniging of stichting

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8192P	XXXXXXXXXX	10.861
8162	1.944	
8172		
8182		
8192	12.805	
8252P	XXXXXXXXXX	
8212		
8222		
8232		
8242		
8252		
8322P	XXXXXXXXXX	6.992
8272	1.406	
8282		
8292		
8302		
8312		
8322	8.398	
23	4.407	
231	4.407	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.3.3
-----	--------------	---------------

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
MEUBILAIR EN ROLLEND MATERIEEL			
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8193P	XXXXXXXXXX	314.004
Mutaties tijdens het boekjaar			
Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa	8163	5.028	
Overdrachten en buitengebruikstellingen	8173		
Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)	8183		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8193	319.032	
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8253P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8213		
Verworven van derden	8223		
Afgeboekt	8233		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8243		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8253		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8323P	XXXXXXXXXX	238.045
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8273	32.659	
Teruggenomen	8283		
Verworven van derden	8293		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen	8303		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8313		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8323	270.704	
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	24	48.327	
WAARVAN			
In volle eigendom van de vereniging of stichting	241	48.327	

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
OVERIGE MATERIËLE VASTE ACTIVA			
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8195P	XXXXXXXXXX	206.518
Mutaties tijdens het boekjaar			
Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa	8165	4.759	
Overdrachten en buitengebruikstellingen	8175		
Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)	8185		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8195	211.277	
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8255P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8215		
Verworven van derden	8225		
Afgeboekt	8235		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8245		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8255		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8325P	XXXXXXXXXX	123.326
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8275	10.707	
Teruggenomen	8285		
Verworven van derden	8295		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen	8305		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8315		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8325	134.033	
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	26	<u>77.244</u>	
WAARVAN			
In volle eigendom van de vereniging of stichting	261	77.244	

GELDBELEGGINGEN EN OVERLOPENDE REKENINGEN (ACTIVA)

GELDBELEGGINGEN

Aandelen

Boekwaarde verhoogd met het niet-opgevraagde bedrag

Niet-opgevraagd bedrag

Vastrentende effecten

Vastrentende effecten uitgegeven door kredietinstellingen

Termijnrekeningen bij kredietinstellingen

Met een resterende looptijd of opzegtermijn van
hoogstens één maand

meer dan één maand en hoogstens één jaar

meer dan één jaar

Hierboven niet-opgenomen overige geldbeleggingen

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
51		
8681		
8682		
52		
8684		
53	600.000	600.000
8686		
8687		
8688	600.000	600.000
8689		

OVERLOPENDE REKENINGEN

Uitsplitsing van de post 490/1 van de activa indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Over te dragen diverse kosten

Over te dragen portkosten

Boekjaar
87.938
1.286

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.7
-----	--------------	-------------

STAAT VAN DE BESTEMDE FONDSEN EN VOORZIENINGEN

STAAT VAN DE BESTEMDE FONDSEN

Waarderingsregels gekozen om de bestemde bedragen te bepalen

De bestemde fondsen worden door de Algemene vergadering beslist op voordracht van de Raad van Bestuur,
Bestemde fondsen voor het Algemene Reservefonds: 200.000,00 euro

VOORZIENINGEN

Uitsplitsing van de post 163/5 van de passiva indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Nieuw boekhoudtool ERP

Uitsplitsing van de post 168 van de passiva indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Voorzieningen voor terug te betalen subsidies van de overheid

Boekjaar
355.373
186.763

STAAT VAN DE SCHULDEN EN OVERLOPENDE REKENINGEN (PASSIVA)

UITSPLITSING VAN DE SCHULDEN MET EEN OORSPRONKELIJKE LOOPTIJD VAN MEER DAN ÉÉN JAAR, NAARGELANG HUN RESTERENDE LOOPTIJD

Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Overige schulden

Totaal der schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen

Schulden met een resterende looptijd van meer dan één jaar doch hoogstens 5 jaar

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Overige schulden

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan één jaar doch hoogstens 5 jaar

Schulden met een resterende looptijd van meer dan 5 jaar

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Overige schulden

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan 5 jaar

Codes	Boekjaar
8801	
8811	
8821	
8831	
8841	
8851	
8861	
8871	
8881	
8891	
8901	
42	
8802	
8812	
8822	
8832	
8842	
8852	
8862	
8872	
8882	
8892	
8902	
8912	
8803	
8813	
8823	
8833	
8843	
8853	
8863	
8873	
8883	
8893	
8903	
8913	

GEWAARBORGDE SCHULDEN

Door Belgische overheidsinstellingen gewaarborgde schulden

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Schulden met betrekking tot bezoldigingen en sociale lasten

Overige schulden

Codes	Boekjaar
8921	
8931	
8941	
8951	
8961	
8971	
8981	
8991	
9001	
9011	
9021	
9051	

**Totaal van de door Belgische overheidsinstellingen gewaarborgde schulden
Schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op
activa van de vereniging of stichting**

Financiële schulden	
Achtergestelde leningen	
Niet-achtergestelde obligatieleningen	
Leasingschulden en soortgelijke schulden	
Kredietinstellingen	
Overige leningen	
Handelsschulden	
Leveranciers	
Te betalen wissels	
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen	
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten	
Belastingen	
Bezoldigingen en sociale lasten	
Overige schulden	
Totaal der schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de vereniging of stichting	

Codes	Boekjaar
9061	
8922	
8932	
8942	
8952	
8962	
8972	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	

**SCHULDEN MET BETREKKING TOT BELASTINGEN, BEZOLDIGINGEN EN
SOCIALE LASTEN**

Belastingen	
Vervallen belastingschulden	
Niet-vervallen belastingschulden	
Geraamde belastingschulden	
Bezoldigingen en sociale lasten	
Vervallen schulden ten aanzien van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid	
Andere schulden met betrekking tot bezoldigingen en sociale lasten	

Codes	Boekjaar
9072	
9073	1.882
450	
9076	
9077	393.415

OVERLOPENDE REKENINGEN

Uitsplitsing van de post 492/3 van de passiva indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Toe te rekenen diverse kosten	
Over te dragen inkomsten C1212	
Over te dragen inkomsten DGD ZW	
Regionale overheid	

Boekjaar
1.255.906
37.043
9.062.046
19.400

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.9
-----	--------------	-------------

BEDRIJFSRESULTATEN

BEDRIJFSOPBRENGSTEN

Netto-omzet

Uitsplitsing per bedrijfscategorie

Uitsplitsing per geografische markt

Lidgeld, schenkingen, legaten en subsidies

Lidgeld

Schenkingen

Legaten

Kapitaal- en intrestsubsidies, exploitatiesubsidies en compenserende bedragen ter vermindering van de loonkost

BEDRIJFSKOSTEN

Werknemers waarvoor de vereniging of stichting een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Totaal aantal op de afsluitingsdatum

Gemiddeld personeelsbestand berekend in voltijdse equivalenten

Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren

Personeelskosten

Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen

Werkgeversbijdragen voor sociale verzekeringen

Werkgeverspremies voor bovenwettelijke verzekeringen

Andere personeelskosten

Ouderdoms- en overlevingspensioenen

Voorzieningen voor pensioenen en soortgelijke verplichtingen

Toevoegingen (bestedingen en terugnemingen) (+)/(-)

Waardeverminderingen

Op voorraden en bestellingen in uitvoering

Geboekt

Teruggenomen

Op handelsvorderingen

Geboekt

Teruggenomen

Voorzieningen voor risico's en kosten

Toevoegingen

Bestedingen en terugnemingen

Andere bedrijfskosten

Bedrijfsbelastingen en -taksen

Andere

Uitzendkrachten en ter beschikking van de vereniging of stichting gestelde personen

Totaal aantal op de afsluitingsdatum

Gemiddeld aantal berekend in voltijdse equivalenten

Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren

Kosten voor de vereniging of stichting

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
730/1		
732/3	12.530.282	11.940.222
734/5	828.240	293.310
736/8	6.329.804	5.019.706
9086	51	53
9087	50,6	44,3
9088	78.564	68.539
620	2.273.002	1.996.603
621	697.022	610.144
622	134.367	113.467
623	163.125	147.137
624		
635		
9110		
9111		
9112		
9113		
9115	430.965	74.200
9116		
640	36.867	
641/8	99.909	49.914
9096		
9097		
9098		
617		

FINANCIËLE EN UITZONDERLIJKE RESULTATEN

FINANCIËLE RESULTATEN

Andere financiële opbrengsten

Uitsplitsing van de overige financiële opbrengsten
 Betalingsverschillen

Afschrijving van kosten bij uitgifte van leningen en van disagio

Geactiveerde intercalaire interesten

Waardeverminderingen op vlottende activa

Geboekt

Teruggenomen

Andere financiële kosten

Bedrag van het disconto ten laste van de vereniging of stichting bij de verhandeling van vorderingen

Voorzieningen met financieel karakter

Toevoegingen

Bestedingen en terugnemingen

Uitsplitsing van de overige financiële kosten

Bankkosten

Roerende voorheffing bankintresten

Autres impôts

Betalingsverschillen

Wisselkoersverschillen

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
	59	0
6501		
6503		
6510		
6511		
653		
6560		
6561		
	22.940	23.788
	1.845	1.845
	1.631	1.917
	0	40
	45	

UITZONDERLIJKE RESULTATEN

Uitsplitsing van de andere uitzonderlijke opbrengsten

Uitsplitsing van de andere uitzonderlijke kosten

Andere uitzonderlijke kosten

Boekjaar
10.527

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.11
-----	--------------	--------------

TAKSEN

**BELASTING OP DE TOEGEVOEGDE WAARDE EN
BELASTINGEN TEN LASTE VAN DERDEN**

In rekening gebrachte belasting op de toegevoegde waarde

Aan de vereniging of stichting (aftrekbaar)

Door de vereniging of stichting

Ingehouden bedragen ten laste van derden als

Bedrijfsvoorheffing

Roerende voorheffing

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
9145	17.970	0
9146	11.124	25.665
9147	524.202	462.779
9148		

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.12
-----	--------------	--------------

NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN

**DOOR DE VERENIGING OF STICHTING GESTELDE OF ONHERROEPELIJK
BELOOFDE PERSOONLIJKE ZEKERHEDEN ALS WAARBORG VOOR SCHULDEN
OF VERPLICHTINGEN VAN DERDEN**

Waarvan

- Door de vereniging of stichting geëndosseerde handelseffecten in omloop
- Door de vereniging of stichting getrokken of voor aval getekende handelseffecten
- Maximumbedrag ten belope waarvan andere verplichtingen van derden door de vereniging of stichting zijn gewaarborgd

ZAKELIJKE ZEKERHEDEN

**Zakelijke zekerheden die door de vereniging of stichting op haar eigen activa werden
gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van de
vereniging of stichting**

Hypotheken

- Boekwaarde van de bezwaarde activa
- Bedrag van de inschrijving
- Pand op het handelsfonds - Bedrag van de inschrijving
- Pand op andere activa - Boekwaarde van de in pand gegeven activa
- Zekerheden op nog te verwerven activa - Bedrag van de betrokken activa

**Zakelijke zekerheden die door de vereniging of stichting op haar eigen activa werden
gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van
derden**

Hypotheken

- Boekwaarde van de bezwaarde activa
- Bedrag van de inschrijving
- Pand op het handelsfonds - Bedrag van de inschrijving
- Pand op andere activa - Boekwaarde van de in pand gegeven activa
- Zekerheden op nog te verwerven activa - Bedrag van de betrokken activa

**GOEDEREN EN WAARDEN GEHOUDEN DOOR DERDEN IN HUN NAAM MAAR
TEN BATE EN OP RISICO VAN DE VERENIGING OF STICHTING, VOOR ZOVER
DEZE GOEDEREN EN WAARDEN NIET IN DE BALANS ZIJN OPGENOMEN**

BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN TOT AANKOOP VAN VASTE ACTIVA

BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN TOT VERKOOP VAN VASTE ACTIVA

TERMIJNVERRICHTINGEN

- Gekochte (te ontvangen) goederen
- Verkochte (te leveren) goederen
- Gekochte (te ontvangen) deviezen
- Verkochte (te leveren) deviezen

**VERPLICHTINGEN VOORTVLOEIEND UIT DE TECHNISCHE WAARBORGEN VERBONDEN AAN REEDS
GEPRESTEERDE VERKOPEN OF DIENSTEN**

BELANGRIJKE HANGENDE GESCHILLEN EN ANDERE BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN

Codes	Boekjaar
9149	
9150	
9151	
9153	
9161	
9171	
9181	
9191	200.000
9201	
9162	
9172	
9182	
9192	
9202	
9213	
9214	
9215	
9216	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.12
-----	--------------	--------------

IN VOORKOMEND GEVAL, BEKNOPTTE BESCHRIJVING VAN DE REGELING INZAKE HET AANVULLEND RUST- OF OVERLEVINGSPENSIOEN TEN BEHOEVE VAN DE PERSONEELS- OF DIRECTIELEDEN, MET OPGAVE VAN DE GENOMEN MAATREGELEN OM DE DAARUIT VOORTVLOEIENDE KOSTEN TE DEKKEN

PENSIOENEN DIE DOOR DE VERENIGING OF STICHTING ZELF WORDEN GEDRAGEN

Geschat bedrag van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteerd werk

Basis en wijze waarop dit bedrag wordt berekend

Code	Boekjaar
9220	

AARD EN DOEL VAN BUITENBALANS REGELINGEN

Mits de risico's of voordelen die uit dergelijke regelingen voortvloeien van enige betekenis zijn en voor zover de openbaarmaking van dergelijke risico's of voordelen noodzakelijk is voor de beoordeling van de financiële positie van de vereniging of stichting; indien vereist moeten de financiële gevolgen van deze regelingen voor de vereniging of stichting eveneens worden vermeld

ANDERE NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN

Verplichtingen buiten balans:

- Bankwaarborg VDK voor huur ten bedrage van € 111.613,50.

BETREKKINGEN MET VERBONDEN ENTITEITEN EN MET VENNOOTSCHAPPEN WAARMEE EEN DEELNEMINGSVERHOUDING BESTAAT

VERBONDEN ENTITEITEN

Financiële vaste activa

Deelnemingen

Achtergestelde vorderingen

Andere vorderingen

Vorderingen op verbonden entiteiten

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Geldbeleggingen

Aandelen

Vorderingen

Schulden

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Persoonlijke en zakelijke zekerheden

Door de vereniging of stichting gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van verbonden entiteiten

Door verbonden entiteiten gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van de vereniging of stichting

Andere betekenisvolle financiële verplichtingen

Financiële resultaten

Opbrengsten uit financiële vaste activa

Opbrengsten uit vlottende activa

Andere financiële opbrengsten

Kosten van schulden

Andere financiële kosten

Realisatie van vaste activa

Verwezenlijkte meerwaarden

Verwezenlijkte minderwaarden

Omzet, lidgeld, schenkingen, legaten en subsidies alsook andere bedrijfsopbrengsten

VENNOOTSCHAPPEN WAARMEE EEN DEELNEMINGSVERHOUDING BESTAAT

Financiële vaste activa

Deelnemingen

Achtergestelde vorderingen

Andere vorderingen

Vorderingen

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Schulden

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
280/1		
280		
9271		
9281		
9291		
9301		
9311		
9321		
9331		
9341		
9351	1.261.579	110.544
9361		
9371	1.261.579	110.544
9381		
9391		
9401		
9421		
9431		
9441		
9461		
9471		
9481		
9491		
9493		
282/3		
282		
9272		
9282		
9292		
9302		
9312		
9352		
9362		
9372		

TRANSACTIES MET VERBONDEN PARTIJEN BUITEN NORMALE MARKTVOORWAARDEN

Vermelding van dergelijke transacties indien zij van enige betekenis zijn en niet conform de voorwaarden die passen binnen het in de statuten omschreven doel van de vereniging of stichting zijn verricht, met opgave van het bedrag van deze transacties, de aard van de betrekking met de verbonden partij, alsmede andere informatie over de transacties die nodig is voor het verkrijgen van inzicht in de financiële positie van de vereniging of stichting

Nihil

Boekjaar

FINANCIËLE BETREKKINGEN MET

BESTUURDERS EN NATUURLIJKE OF RECHTSPERSONEN DIE DE VERENIGING OF STICHTING RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS CONTROLEREN ZONDER VERBONDEN ENTITEITEN TE ZIJN, OF ANDERE ENTITEITEN DIE DOOR DEZE PERSONEN RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS GECONTROLEERD WORDEN

Uitstaande vorderingen op deze personen

Voorwaarden betreffende de uitstaande vorderingen

Waarborgen toegestaan in hun voordeel

Voornaamste voorwaarden van de toegestane waarborgen

Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel

Voornaamste voorwaarden van deze verplichtingen

Rechtstreekse en onrechtstreekse bezoldigingen en ten laste van de resultatenrekening toegekende pensioenen, voor zover deze vermelding niet uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking heeft op de toestand van een enkel identificeerbaar persoon

Aan bestuurders

Aan oud-bestuurders

Codes	Boekjaar
9500	
9501	
9502	
9503	
9504	

DE COMMISSARIS(SEN) EN DE PERSONEN MET WIE HIJ (ZIJ) VERBONDEN IS (ZIJN)

Bezoldiging van de commissaris(sen)

Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vereniging of stichting door de commissaris(sen)

Andere controleopdrachten

Belastingadviesopdrachten

Andere opdrachten buiten de revisorale opdrachten

Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vereniging of stichting door personen met wie de commissaris(sen) verbonden is (zijn)

Andere controleopdrachten

Belastingadviesopdrachten

Andere opdrachten buiten de revisorale opdrachten

Codes	Boekjaar
9505	9.000
95061	3.000
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 6
-----	--------------	-----------

SOCIALE BALANS

Nummers van de paritaire comités die voor de vereniging of stichting bevoegd zijn:

32903

Staat van de tewerkgestelde personen

Werknemers waarvoor de vereniging of stichting een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Tijdens het boekjaar	Codes	Totaal	1. Mannen	2. Vrouwen
Gemiddeld aantal werknemers				
Voltijds	1001	41,6	9,9	31,7
Deeltijds	1002	12,4	0,8	11,6
Totaal in voltijdse equivalenten (VTE)	1003	50,6	10,4	40,2
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren				
Voltijds	1011	65.770	15.810	49.960
Deeltijds	1012	12.794	885	11.909
Totaal	1013	78.564	16.695	61.869
Personeelskosten				
Voltijds	1021	2.665.679	785.557	1.880.122
Deeltijds	1022	601.838	34.760	567.078
Totaal	1023	3.267.517	820.317	2.447.200
Bedrag van de voordelen bovenop het loon	1033			

Tijdens het vorige boekjaar	Codes	P. Totaal	1P. Mannen	2P. Vrouwen
Gemiddeld aantal werknemers in VTE	1003	44,3	10,8	33,5
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren	1013	68.539	17.264	51.275
Personeelskosten	1023	2.867.351	852.151	2.015.201
Bedrag van de voordelen bovenop het loon	1033			

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 6
-----	--------------	-----------

Werknemers waarvoor de vereniging of stichting een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister (vervolg)

Op de afsluitingsdatum van het boekjaar	Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
Aantal werknemers	105	40	11	48
Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst				
Overeenkomst voor een onbepaalde tijd	110	40	11	48
Overeenkomst voor een bepaalde tijd	111			
Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk	112			
Vervangingsovereenkomst	113			
Volgens het geslacht en het studieniveau				
Mannen	120	14		14
lager onderwijs	1200	8		8
secundair onderwijs	1201			
hoger niet-universitair onderwijs	1202			
universitair onderwijs	1203	6		6
Vrouwen	121	26	11	34
lager onderwijs	1210	16	10	23,1
secundair onderwijs	1211			
hoger niet-universitair onderwijs	1212	2		2
universitair onderwijs	1213	8	1	8,9
Volgens de beroepscategorie				
Directiepersoneel	130			
Bedienden	134	40	11	48
Arbeiders	132			
Andere	133			

Uitzendkrachten en ter beschikking van de vereniging of stichting gestelde personen

Tijdens het boekjaar

Gemiddeld aantal tewerkgestelde personen
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren
Kosten voor de vereniging of stichting

Codes	1. Uitzendkrachte	2. Ter beschikking van de vereniging of stichting gestelde personen
150		
151		
152		

Tabel van het personeelsverloop tijdens het boekjaar

Ingetreden

Aantal werknemers waarvoor de vereniging of stichting tijdens het boekjaar een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die tijdens het boekjaar werden ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst

- Overeenkomst voor een onbepaalde tijd
- Overeenkomst voor een bepaalde tijd
- Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk
- Vervangingsovereenkomst

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
205	19	2	20,6
210	19	1	19,8
211		1	0,8
212			
213			

Uitgetreden

Aantal werknemers met een in de DIMONA-verklaring aangegeven of een in het algemeen personeelsregister opgetekende datum waarop hun overeenkomst tijdens het boekjaar een einde nam

Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst

- Overeenkomst voor een onbepaalde tijd
- Overeenkomst voor een bepaalde tijd
- Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk
- Vervangingsovereenkomst

Volgens de reden van beëindiging van de overeenkomst

- Pensioen
- Werkloosheid met bedrijfstoelage
- Afdanking
- Andere reden
- Waarvan: het aantal werknemers dat als zelfstandige ten minste op halftijdse basis diensten blijft verlenen aan de vereniging of stichting

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
305	19	4	22,2
310	19	3	21,4
311		1	0,8
312			
313			
340			
341			
342			
343	19	4	22,2
350			

Inlichtingen over de opleidingen voor de werknemers tijdens het boekjaar

	Codes	Mannen	Codes	Vrouwen
Totaal van de formele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5801		5811	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5802		5812	
Nettokosten voor de vereniging of stichting	5803		5813	
waarvan brutokosten rechtstreeks verbonden met de opleiding	58031		58131	
waarvan betaalde bijdragen en stortingen aan collectieve fondsen	58032		58132	
waarvan ontvangen tegemoetkomingen (in mindering)	58033		58133	
Totaal van de minder formele en informele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5821		5831	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5822		5832	
Nettokosten voor de vereniging of stichting	5823		5833	
Totaal van de initiële beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5841		5851	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5842		5852	
Nettokosten voor de vereniging of stichting	5843		5853	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 7
-----	--------------	-----------

WAARDERINGSREGELS

I. Beginsel

De waarderingsregels worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen.

Ten behoeve van het getrouwe beeld wordt in de volgende uitzonderingsgevallen afgeweken van de bij dit besluit bepaalde waarderingsregels: nihil

De waarderingsregels werden ten opzichte van het vorige boekjaar qua verwoording of toepassing gewijzigd.

De resultatenrekening wordt niet op belangrijke wijze beïnvloed door opbrengsten en kosten die aan een vorig boekjaar moeten worden toegerekend.

II. Bijzondere regels

Materiële vaste activa:

In de loop van het boekjaar werden geen materiële vaste activa geherwaardeerd.

Afschrijvingen geboekt tijdens het boekjaar:

	Methode (L D A)	Basis (NG G)	Hoofdsom		Bijkomende kost	
			Min	Max	Min	Max
Activa (excl. leasing)						
2 Immateriële vaste activa	L	NG	20,00	25,00		
4 Installaties, machines en uitrusting	L	NG	10,00	20,00		
6 Kantooormaterieel & meubilair	L	NG	20,00	33,33		
7 Andere materiële vaste activa	L	NG	10,00			

Schulden:

De passiva bevatten geen schulden op lange termijn, zonder rente of met een abnormaal lage rente.

Vreemde valuta:

De omrekening in Eur van tegoeden, schulden en verbintenissen in vreemde valuta gebeurt op volgende grondslagen: Omrekening tegen de koers op het ogenblik van het ontstaan met aanpassing op jaareinde naar jaareindekoers.

Verplichtingen buiten balans:

- bankwaarborg VDK voor huur ten bedrage van € 111.613,50

Legaten:

	Erkend als inkomsten bij:	
	Aangifte van nalatenschap	Ontvangst van de gelden
Financiële tegoeden:		
< 250.000,00	100%	
> 250.000,00	100% op € 250.000,00 25% op restbedrag	75% op restbedrag
Roerende goederen:		
< 25.000,00	100%	
> 25.000,00	100% op € 25.000,00 25% op restbedrag	75% op restbedrag
Onroerende goederen:	25%	75%

Subsidies:

- Subsidies worden toegekend voor projecten/ programma's die over verschillende fiscale jaren kunnen lopen.
- De inkomsten uit subsidies worden erkend op het moment dat ze zeker zijn en enkel voor het gedeelte dat op het fiscale jaar betrekking heeft.
- De subsidie wordt lineair over de looptijd van het project in resultaat genomen.
- Indien de cash ontvangst in het huidige fiscale jaar groter is dan het gedeelte van de subsidie toegewezen aan het huidige fiscale jaar, dan wordt dit gedeelte op de balans onder de overgedragen opbrengsten opgenomen.

Voor de inkomsten, ontvangen uit het consortium 1212, wordt vanaf het fiscale jaar 2017 dezelfde logica gehanteerd. Voor deze inkomsten uit 1212 worden de voorziene werkingskosten in België wel onmiddellijk in resultaat genomen.

Voor inkomsten vanwege DGD, werden voorzieningen aangelegd tussen de 2% en 5% van de toegewezen subsidies en dit er dekking van niet tijdig afgeronde projecten. Deze percentages zullen jaarlijks herzien worden op basis van de gerealiseerde uitgaven in het Zuiden.

Toelichting bij code 61 "diensten en diverse goederen"

	Boekjaar	Vorig boekjaar
61 - Diensten en diverse goederen	15 693 928,05	14 010 315,26
Directe Programma-uitgaven *	13 350 417,91	11 748 786,11
Overige diensten en diverse goederen	2 343 510,14	2 261 529,15

* Directe Programma-uitgaven zijn bestedingen ter realisatie van de doelstelling van Plan België: de structurele verbetering van de leefomstandigheden van kinderen in het zuiden.

Algemene Reservefonds:

Plan België legt jaarlijks via bestemde fondsen reserves aan voor het Algemene Reservefonds bij beslissing van de Algemene Vergadering.